

Le dossier Économie de l'Élevage

TOUS LES MOIS, UNE ANALYSE SUR LES FILIÈRES BOVINES, OVINES ET CAPRINES



Mars 2013

n°433

2012

L'année économique caprine

Rédaction :

Département Économie
de Institut de l'Élevage (GEB)

Les études publiées dans le cadre des Dossier Économie de l'Élevage, bénéficient du financement
du Ministère de l'Agriculture

et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, des Interprofessions lait et viande et de FranceAgriMer

Retrouver de la valeur...

La chute de la collecte de lait de chèvre a surpris par son ampleur. La filière cherchait à la modérer pour rétablir l'équilibre entre une fourniture de lait trop abondante, des fabrications industrielles de fromages ralenties et des stocks pléthoriques. Sans beaucoup de succès, face à une dynamique d'expansion lancée quelques années auparavant en situation de manque de lait. Subitement, en 2012, les volumes collectés ont perdu plus de la moitié de leur gain des trois années précédentes. Au point qu'en fin d'année, avec des stocks au plus bas, la matière première a semblé manquer et que les importations ont repris après avoir été drastiquement réduites.

Les fabrications de fromages ont, il est vrai, retrouvé un peu d'élan après plusieurs années de stagnation. Néanmoins, les achats des ménages restent sur une tendance plutôt morose, même lorsque le marché de l'ensemble des fromages prend des couleurs, comme cela a été le cas une bonne partie de l'année 2012. Malgré des prix stables, notamment en libre service des GMS, quand les autres augmentent, les fromages de chèvre n'ont fait qu'à peine maintenir leur position. Les spécialités les plus typiques, AOC ou non, souffrent du plafonnement du pouvoir d'achat des consommateurs et des évolutions des circuits de commercialisation. Le marché des fromages de chèvre semble bien avoir atteint une certaine maturité avec laquelle il faut sans doute désormais compter.

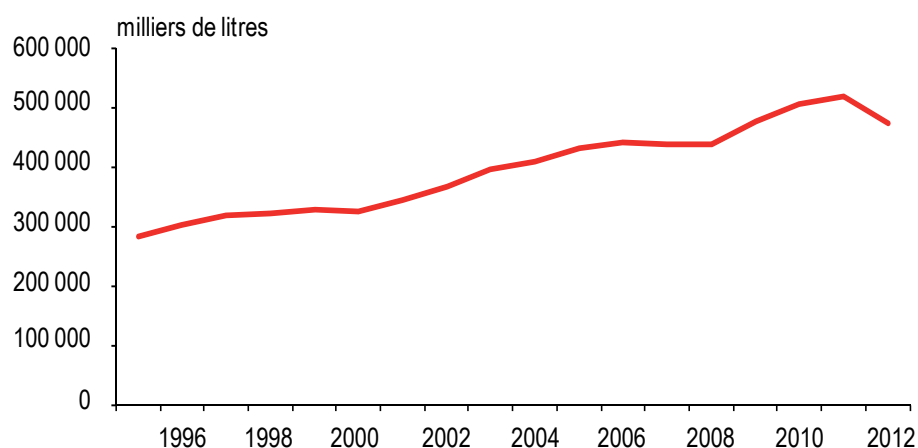
La chute brutale de la collecte est aussi une alerte. Elle témoigne des difficultés rencontrées par les producteurs. Ils subissent à la fois une baisse continue du prix du lait et une explosion de leurs charges causée par la flambée des prix des aliments et de l'énergie. Le grand écart qui s'est encore accru en 2012 devient intenable, notamment pour les jeunes éleveurs spécialisés qui se sont endettés pour se lancer dans la production récemment. La baisse des volumes collectés, comme la réduction des effectifs dans les élevages, montrent que certains ont dû arrêter. Dans des exploitations diversifiées, la production caprine est aussi menacée dans la compétition avec les cultures.

Le prix du lait a commencé à remonter en fin d'année dans beaucoup d'entreprises. Des annonces de hausse sont faites pour 2013, jugées trop timides par les producteurs dont les charges ne faiblissent pas. Mais, la situation des entreprises industrielles est aussi inquiétante. Depuis plusieurs années, sous la pression de la distribution, elles déprécient le produit malgré son coût de plus en plus élevé. Or, il n'est pas envisageable de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la filière sans en priorité se donner les moyens de retrouver de la valeur en vendant mieux le produit.

SOMMAIRE

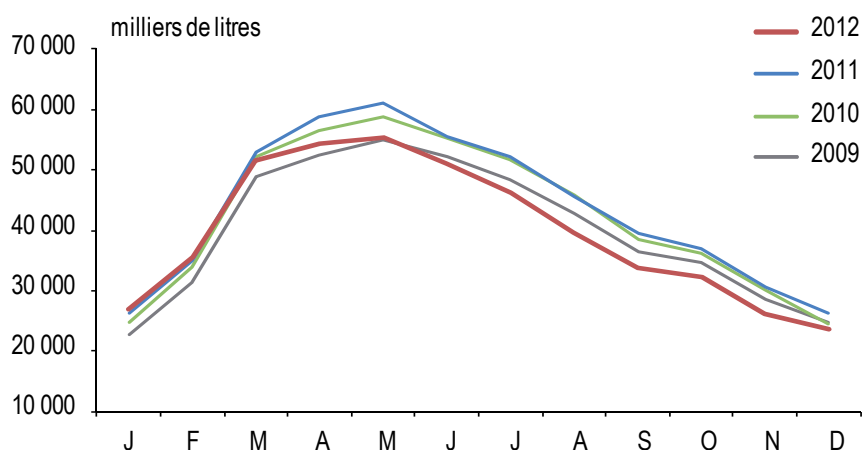
	INTRODUCTION :	1
1	UNE CHUTE SPECTACULAIRE DE LA COLLECTE Une légère reprise des importations	5 9
2	LES FABRICATIONS REPRENENT UN PEU D'ÉLAN <i>Les bûchettes et les fromages frais en tête</i> <i>Liquidation des stocks de produits de report</i>	11 11 13
3	LES AOC STAGNENT, LE BIO PROGRESSE <i>Les AOP/AOC à la peine</i> <i>Le "bio" se développe</i>	15 15 17
4	LA CONSOMMATION PEU SENSIBLE À LA STABILITÉ DES PRIX <i>Les ventes fléchissent en libre-service</i> <i>Des prix en légère baisse</i> <i>Les fromages chers décrochent</i> <i>Seuls les hypermarchés progressent toujours</i> <i>Hausse en restauration hors foyer en 2011</i>	19 19 19 21 21 23
5	UN CISEAU DES PRIX INTENABLE Poursuite de l'envol des prix des moyens de production Chute du revenu pour les livreurs spécialisés Des prix de vente industriels à la dérive	23 27 29 31
6	VIANDE CAPRINE Baisse des abattages de chevreaux Baisse du prix du vif et de la viande Les achats italiens en retrait	33 33 35 35
7	LE CHEPTEL EUROPÉEN EN LÉGÈRE BAISSÉ <i>Chute des effectifs en France et en Espagne</i> <i>Développements en Roumanie et aux Pays-Bas</i>	37 37 39
8	MONDE <i>L'Inde en tête pour les effectifs et la production laitière</i> <i>La Chine, de loin le premier producteur de viande</i>	41 41 41
	ANNEXES	43

Évolution annuelle de la collecte Figure 1.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Évolution mensuelle de la collecte Figure 1.2



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Cheptel caprin en France (1000 têtes) Figure 1.3

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2011/2010	2012/2011
Chèvres	855	847	888	984	940	909	-4,5%	-3,3%
Chevrettes saillies	219	225	243	240	230	212	-4,2%	-7,8%
Femelles saillies	1 074	1 077	1 131	1 225	1 170	1 120	-4,5%	-4,3%
Total caprins	1 255	1 267	1 318	1 448	1 381	1 313	-4,6%	-4,9%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

1

Une chute spectaculaire de la collecte

La collecte s'est établie en 2012 à 477 millions de litres, selon FranceAgriMer. Elle a chuté de 8% par rapport à 2011 après trois années de hausses ininterrompues : +9% en 2009, +6% en 2010 et +2% en 2011. Le recul de la production en 2012 représente 44 millions de litres, soit plus de la moitié des volumes gagnés les trois années précédentes. Le mot d'ordre de maîtriser la collecte lancé dans la filière fin 2009 face au ralentissement des fabrications et à l'accumulation des stocks, n'avait pas été suivi d'effet. Il a fallu attendre 2012 pour voir la tendance s'inverser, mais le revirement a été brutal.

Un brusque retournement de tendance au printemps

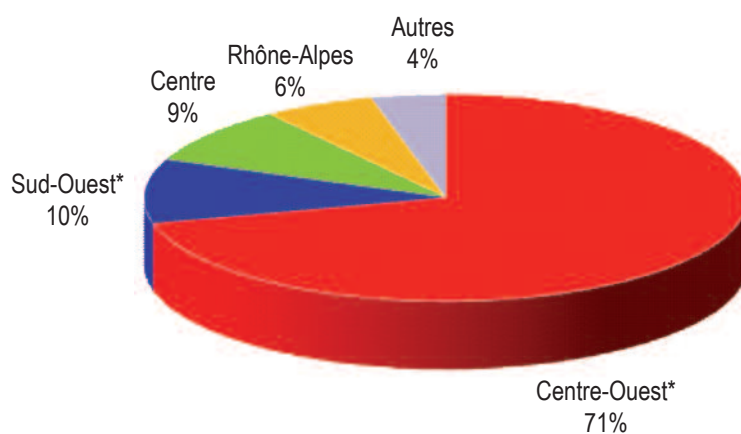
Après les deux premiers mois de l'année encore en hausse de 2% par rapport à 2011, la baisse des volumes s'est amorcée en mars (-3%) et s'est ensuite accentuée pour chuter de 10 à 15% selon les mois au second semestre. Cette inversion de tendance, survenue peu avant le pic saisonnier de la collecte, s'est transformée en forte décroissance à partir de juillet. La chute de production est allée bien au-delà des attentes et des prévisions. Elle traduit les difficultés des éleveurs, dont certains ont atteint le point de rupture sur leur exploitation, à cause de la baisse continue du prix du lait et de la hausse vertigineuse des prix des aliments. A quoi s'est ajoutée la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2012. Cependant, grâce à l'amélioration de la composition, la quantité de matière utile livrée par litre a progressé en 2012 (+1% selon l'enquête de l'Institut de l'Élevage) compensant son recul de 2011.

La diminution de 4% du nombre de chèvres saillies ou ayant mis bas relevée par l'enquête cheptel du SSP fin 2011 pouvait annoncer en partie la chute de la collecte. Elle était une inversion de tendance par rapport à 2010 où le cheptel augmentait de 8%. Fin 2012, l'enquête relève une nouvelle baisse de 5% qui devrait encore rabaisser la collecte en 2013. Le nombre de chevrettes aurait même chuté de 8%.

> > >

Répartition de la collecte de lait de chèvre en 2012

Figure 1.4



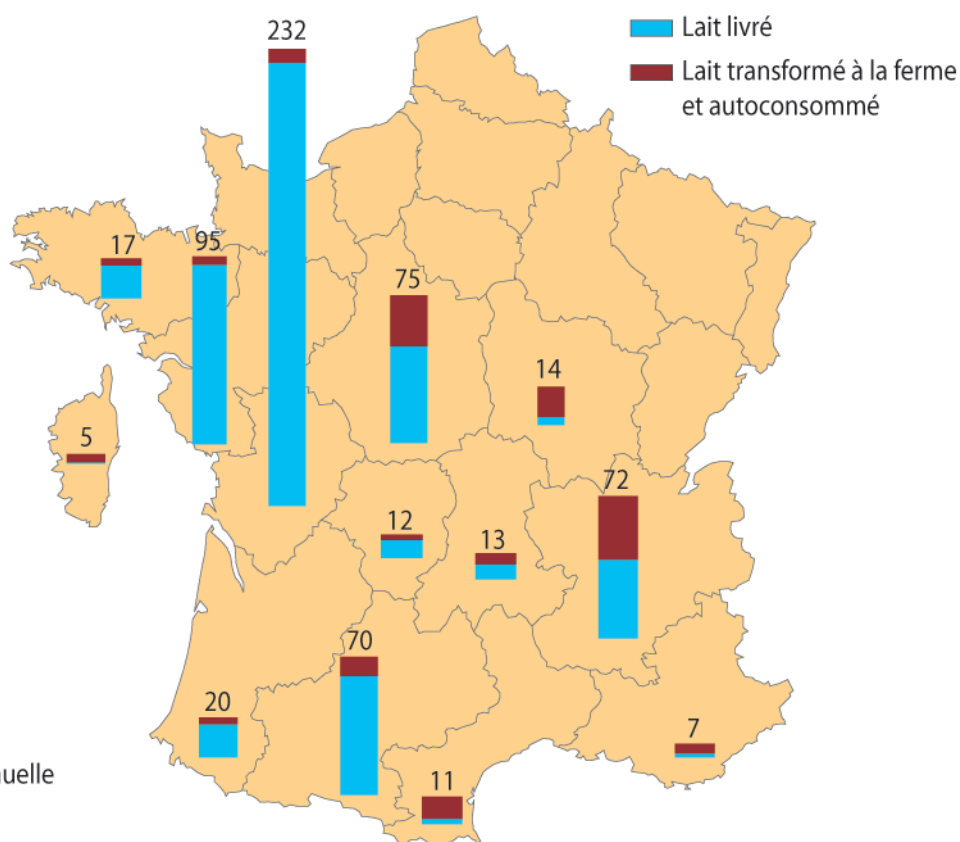
* Centre-Ouest : Poitou-Charentes + Pays de la Loire

Sud-Ouest : Midi-Pyrénées + Aquitaine + Languedoc-Roussillon

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La production laitière caprine en 2011

Figure 1.5



Source SSP
Statistique
Agricole Annuelle

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Un recul dans tous les bassins

En 2012 le repli a été général contrairement à l'année précédente, où la collecte progressait encore dans plupart des régions, sauf dans le Centre. On a même assisté à des chutes de production spectaculaires dans des régions de fort développement auparavant.

En **Centre-Ouest**, les collectes de Poitou-Charentes et des Pays-de-la-Loire, réunies pour cohérence statistique, ont baissé de 8% en 2012, selon FranceAgriMer, alors qu'en 2011 elles augmentaient globalement de 3%. L'évolution se situe dans la moyenne nationale, sachant qu'à hauteur de 340 millions de litres, les volumes des deux régions représentent 71% de la collecte nationale. La baisse atteint 28 millions de litres. Avec la flambée des cours des céréales, l'élevage caprin dans le sud de cette zone, notamment au sud de Poitou-Charentes, est particulièrement fragile là où il est associé à des cultures. Avec la crise, la tentation peut-être grande de l'abandonner.

Dans le **Centre**, 9% de la collecte nationale, les volumes collectés ont chuté de 12% en 2012, après avoir déjà baissé de 1% en 2011. Comme en Poitou-Charentes, la compétition avec les cultures est défavorable à la production caprine. La collecte régionale a perdu 6 millions de litres depuis 2010 et se retrouve en 2012 en dessous de son niveau de 2005. La région pâtit des difficultés sur le marché des spécialités fromagères à prix élevé.

Dans le **Sud-Ouest**, les collectes d'Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon réunies, 10% de la collecte nationale, ont chuté de 17%, par rapport à 2011, selon FranceAgriMer. Le retournement de tendance est spectaculaire dans cette zone qui se développait fortement les années précédentes : +4% en 2011, après des bonds de 11% en 2010 et de 15% en 2009. De nombreux jeunes éleveurs se sont installés et sont montés en puissance au cours de ces années, notamment en Midi-Pyrénées. La chute de la collecte témoigne de leurs difficultés actuelles.

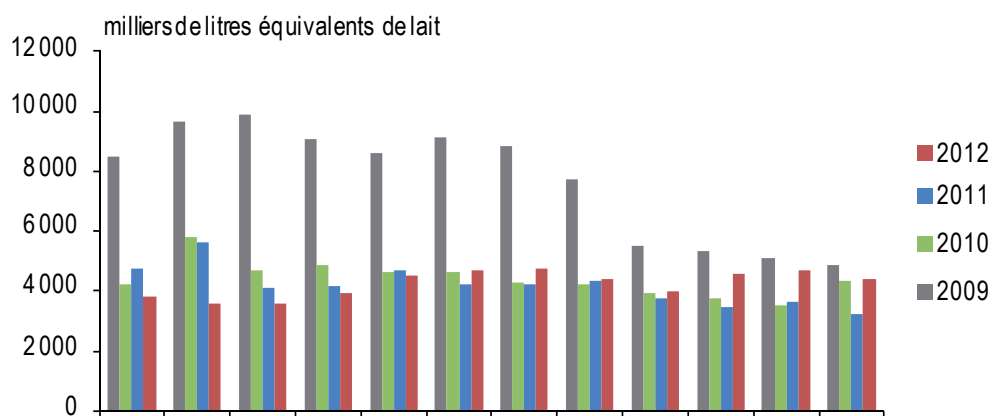
En **Rhône-Alpes**, 6% de la collecte nationale, là aussi, les volumes ont baissé de 3% en 2012, soit plutôt moins que la moyenne, mais la collecte régionale a déjà été en baisse de 3% en 2011 et surtout avait été la seule à baisser en 2010, de 6%.

La collecte cumulée des autres régions, qui représente 4% de la collecte nationale, s'est en revanche maintenue en 2012, avec une percée notable en Limousin.

> > >

Évolution mensuelle des importations de produits intermédiaires

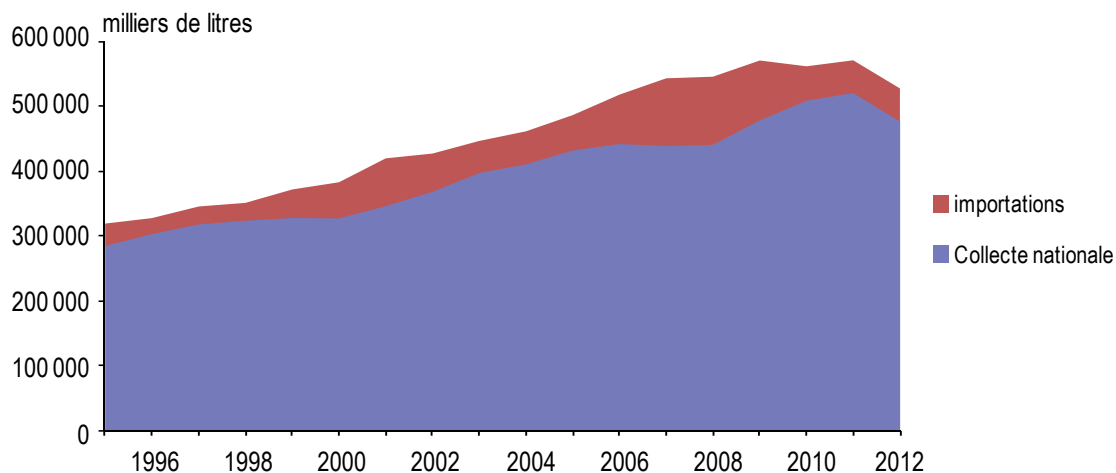
Figure 1.6



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Fourniture annuelle de lait de chèvre à l'industrie

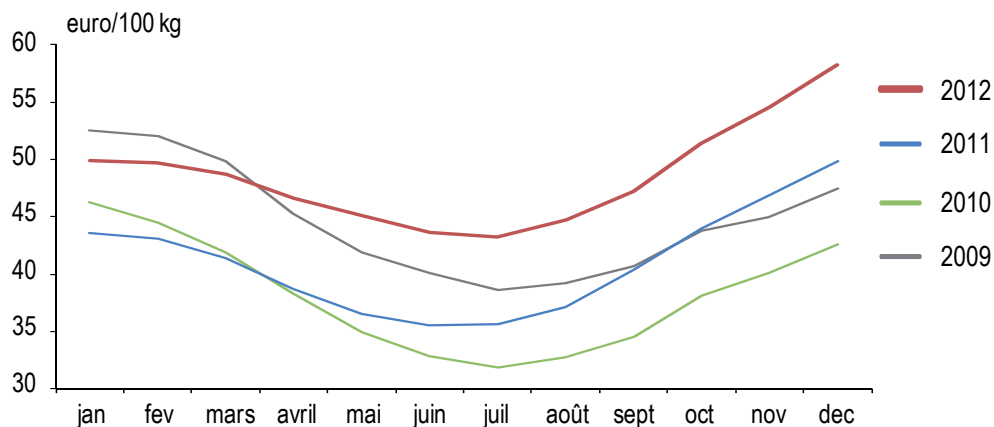
Figure 1.7



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Prix du lait de chèvre aux Pays-Bas

Figure 1.8



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Productschap Zuivel

Une légère reprise des importations

Les importations de produits intermédiaires ont légèrement augmenté en 2012, selon FranceAgriMer, de l'équivalent de 0,7 million de litres (+1%) pour s'établir à 51 millions de litres. Le mouvement de baisse engagé depuis 2010 s'est inversé à partir de juin. Et au quatrième trimestre, les volumes se sont fortement accrus par rapport à 2011 (+32%). Le regain de 3,8 millions de litres en 2012 traduit une pénurie de matière première en fin d'année. Depuis 2008, où elles avaient atteint leur niveau record de 105 millions de litres, les importations ont été réduites de moitié, avec notamment une baisse de 43% en 2010. Alors qu'elles représentaient 19% de la fourniture de lait en 2008 et 2009, leur contribution est tombée à 9% en 2010 et 2011, pour remonter à 10% en 2012. Au total, l'approvisionnement de l'industrie, collecte et importations, s'est élevé à 527 millions de litres en 2012, en baisse de 43 millions de litres par rapport à 2011.

Les importations se répartissaient, en équivalent lait, en 2012, entre 40% de caillé, 30% de lait concentré et 30% de lait en vrac. Si les importations de lait concentré sont restées à peu près constantes ces dernières années, autour de 15 millions de litres, celles de caillé ont été drastiquement réduites en 2009 et 2010 et celles de lait en vrac en 2010. Le regain en 2012 a porté sur le caillé tandis que les importations de lait en vrac ont continué de chuter.

Pénurie chez les fournisseurs, mais un rebond s'annonce

En **Espagne**, avec une production laitière en baisse de 8% en 2011, une chute de 12% de ses effectifs de chèvres depuis 2010, la fourniture a été tendue en 2012, au point que les industriels espagnols ont manqué de lait de chèvre pour leurs fabrications de fromages au lait de mélange. Cela s'est traduit par un bond du prix du lait qui a été 15% au-dessus de 2011, à 567 €/1000 litres, selon la moyenne nationale des prix établie sur les 10 premiers mois 2012 par le ministère espagnol de l'agriculture.

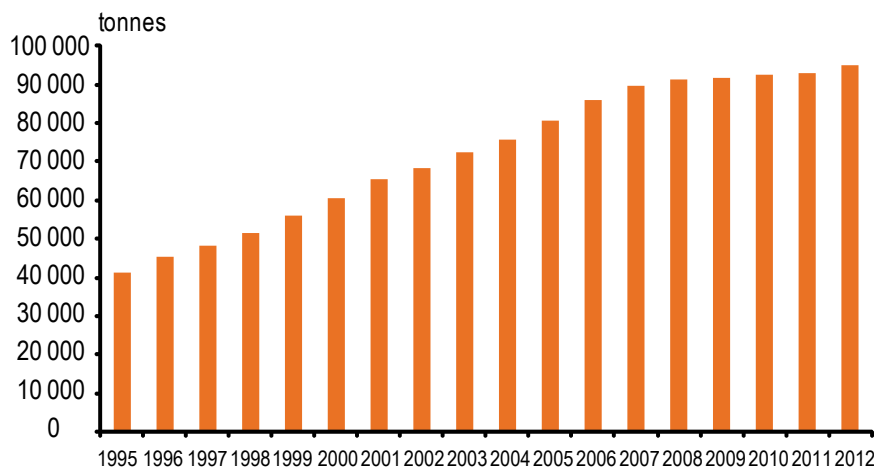
Malgré la pénurie, des coopératives du sud de l'Espagne font état d'une augmentation sensible de leurs livraisons vers la France en 2012. Rappelons que la réduction brutale des achats français en 2010 avait provoqué en Espagne une crise assortie d'arrêts de collecte et d'abandons d'élevage. Les disponibilités sont restées faibles depuis. Une des grandes entreprises fromagères espagnoles vient d'annoncer la création en propre dans les prochaines années de 10 unités de production de lait d'une taille globale de 100 000 chèvres. Un nouveau modèle d'approvisionnement en lait en perspective ?

Aux **Pays-Bas**, le prix du lait de chèvre s'est aussi envolé en 2012 s'établissant, selon l'indicateur de prix reconstitué par le Productschap Zuivel, l'Interprofession néerlandaise du lait, à 48,4 €/100 kg en moyenne annuelle (+19% par rapport à 2011) alors que lors de la grave crise qu'a connu le secteur en 2010, il était tombé à 37,3 €. Comme en Espagne, l'évolution du prix témoigne d'une tension de la demande de lait de chèvre aux Pays-Bas. Mais, le troupeau néerlandais qui avaient été décimé lors de l'épisode de fièvre Q se reconstitue rapidement comme le montre l'augmentation de 8% des effectifs de femelles saillies estimée par l'enquête cheptel de 2012. Les Pays-Bas s'approprient visiblement à suppléer la faiblesse de la fourniture de lait de chèvre en 2013.



Évolution annuelle des fabrications industrielles de fromages de chèvre

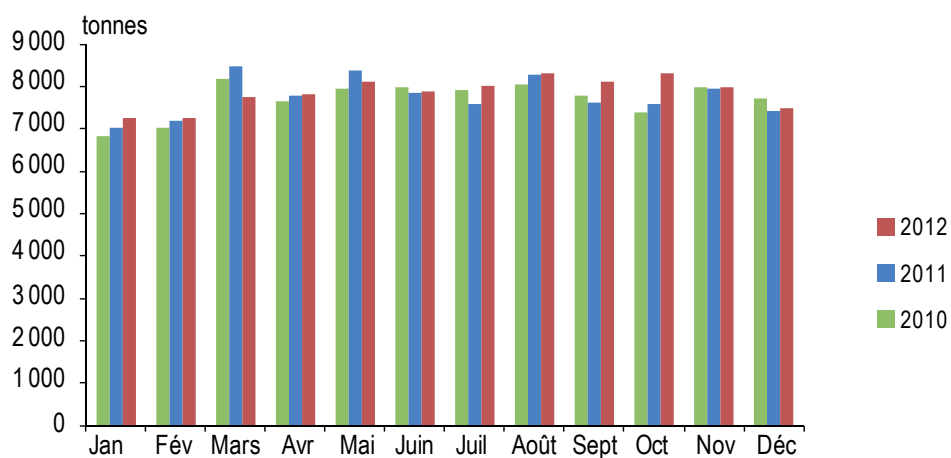
Figure 2.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Évolution mensuelle des fabrications industrielles de fromages de chèvre

Figure 2.2



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

2

Les fabrications reprennent un peu d'élan

À 95 000 tonnes, les fabrications industrielles de fromages ont, selon FranceAgriMer, progressé de 2% en 2012, soit une production accrue de près de 2 000 tonnes par rapport à 2011. Cette croissance est nettement supérieure à celle très faible des trois années précédentes. S'agit-il cependant du signe d'un nouvel élan de l'activité industrielle ? Elle s'est tassée depuis 2009 après une longue période de forte croissance. En effet, malgré la hausse de 2012, les tonnages fabriqués n'ont progressé que de 4% sur les quatre dernières années, contre un bond de 20% les quatre années précédentes et, même, de 41% les quatre années antérieures. Après une phase de conquête très active de nouvelles parts de marché, les fromages de chèvre semblent connaître depuis 2009 une certaine atonie de leur marché. Celui-ci semble avoir atteint, y compris 2012, un stade de maturité, tous débouchés confondus, qui est sans doute la nouvelle donne avec laquelle doit désormais compter le secteur.

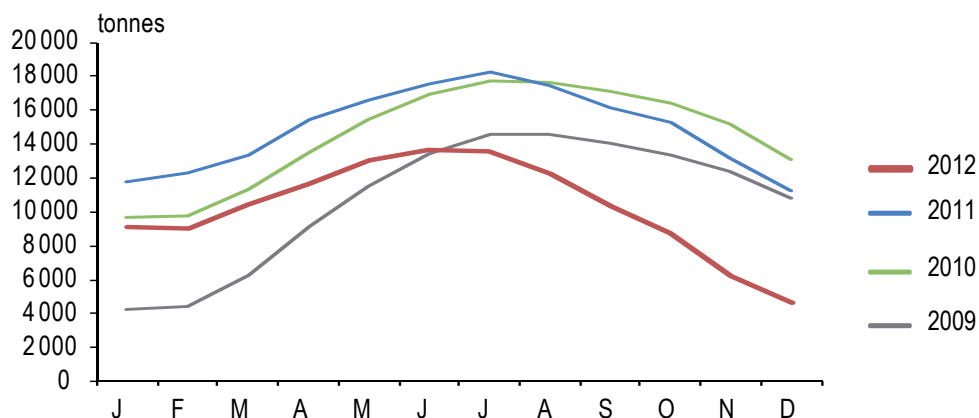
Les bûchettes et les fromages frais en tête

En 2012, les fabrications de bûchettes auraient bondi de 17%, selon FranceAgriMer, frôlant les 45 000 tonnes et atteignant 47% de l'ensemble des fabrications. Mais cette forte évolution est probablement surestimée, compte tenu, en parallèle d'une chute étonnante des volumes de fromages à découper. Il n'en reste pas moins que sur 4 ans, depuis 2008, les fabrications de bûchettes ont, dans le contexte de stagnation de l'activité, progressé d'environ 20%.

Les fabrications de fromages frais ont progressé de 4% en 2012 et représenté 20% du tonnage total. Elles ont, à l'image des bûchettes, fait une percée au cours des 4 dernières années avec une croissance de 22% des volumes, en particulier les spécialités à tartiner (+47%). Cependant, après un bond en 2009, la progression qui s'était nettement ralentie a retrouvé une certaine vigueur en 2012.

> > >

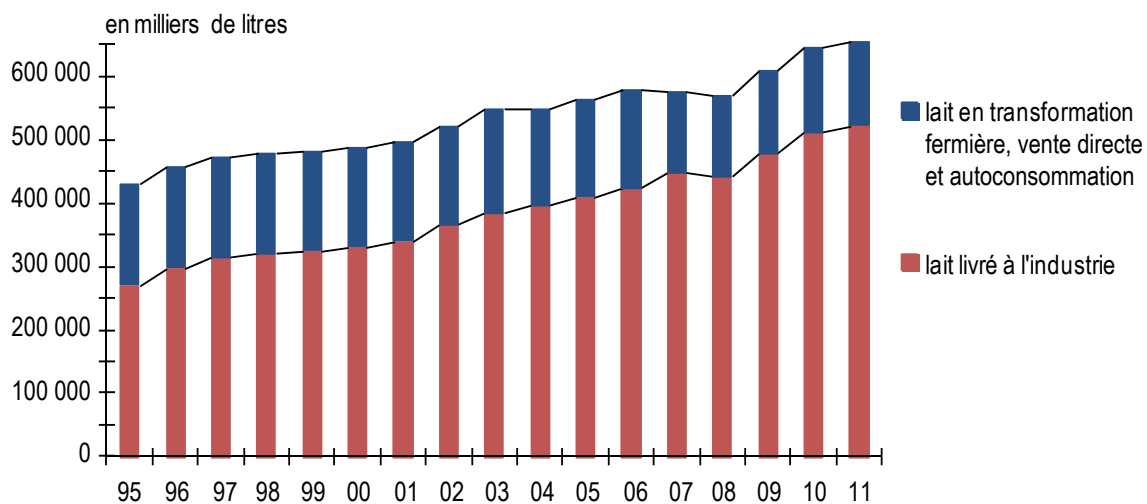
Stocks de produits de report *Figure 2.3*



*1 kg = 7 litres de lait

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Évolution de la production laitière *Figure 2.4*



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Les fromages à découper, comprenant notamment les bûches de plus de 1 kg, généralement à hauteur de 18% de l'ensemble des fabrications, connaissent depuis plusieurs années une certaine désaffection qui tranche avec les croissances passées. Cependant, l'ampleur de la réduction en 2012, un tiers des volumes par rapport à 2011, semble résulter de la surestimation évoquée plus haut des bûchettes.

Globalement, les fabrications de fromages affinés n'auraient progressé que de 1% en 2012, après avoir fléchi en 2011. Durant cette période, des spécialités comme les crottins ont reculé de 12%, les fromages de type camembert ou boîte de 10%. En revanche, les fromages mi-chèvre ou au lait de mélange ont fait une poussée de 17%, dont un bond de 21% en 2012. Ils restent cependant marginaux.

À ces fabrications industrielles, s'ajoutent les fabrications fermières toujours difficiles à évaluer à partir du lait transformé à la ferme. Estimées, par nos soins, plutôt en baisse, à 17 000 tonnes (120 millions de litres de lait transformés, 20% de la production laitière totale) elles complètent la production française de fromages de chèvre qui pourrait avoir atteint un volume global de 112 000 tonnes en 2012, dont 15% en fabrication fermière.

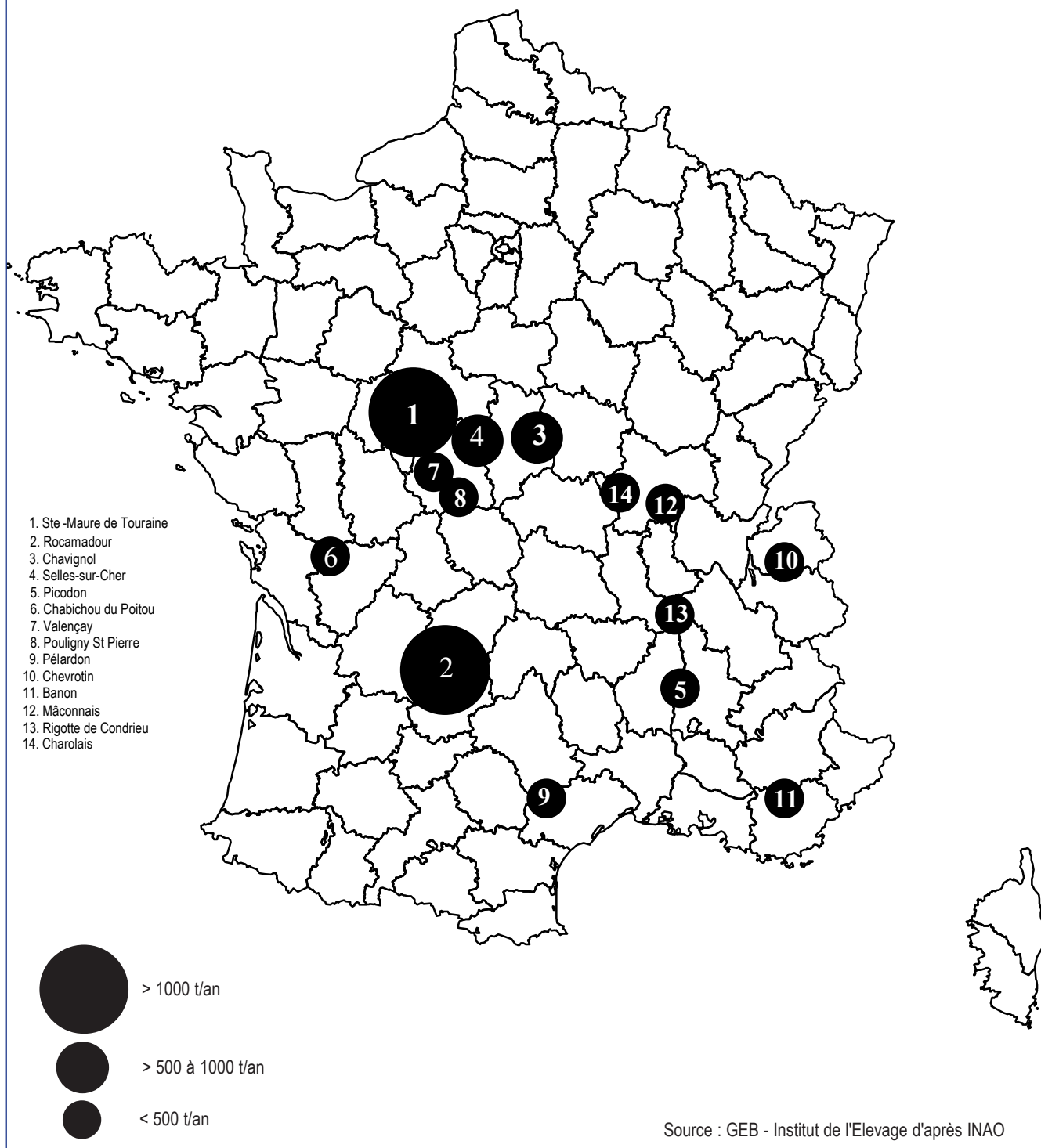
Liquidation des stocks de produits de report

Fin décembre 2012, les stocks de produits de report étaient à un niveau historiquement bas. A hauteur de 4 640 tonnes, équivalent à 32 millions de litres de lait, selon FranceAgriMer, ils étaient près de 60% inférieurs à ceux de l'année précédente et au niveau le plus bas enregistré depuis 2005. Déjà, en 2011, ils avaient baissé de 11% par rapport à 2010 où ils étaient alors à un niveau record pour cette période de l'année, environ 13 000 tonnes. Les stocks qui ont tant embarrassé la filière au cours des deux années précédentes se sont brutalement résorbés en 2012. Selon un calcul de FranceAgriMer, les surstocks excédentaires avaient disparu en août. Il est probable, même, qu'en fin d'année les stocks de report indispensables, compte tenu de la saisonnalité de la collecte, aient même été trop faibles par rapport aux besoins de l'activité de fabrication, comme en témoigne la reprise des importations.



Les fromages de chèvre bénéficiant d'une Appellation d'Origine Protégée (AOP/AOC.)

Figure 3.1



3

Les AOC stagnent, le BIO progresse

Les AOP/AOC à la peine

Les fabrications de fromages de chèvre commercialisés sous AOP/AOC, environ 6 340 tonnes selon l'INAO, n'ont progressé que de 7 tonnes en 2011, après un recul de 110 tonnes (-2%) en 2010. Cette morosité a été générale sur l'ensemble des AOP/AOC laitières : progression de 1% en lait de vache, rattrapant le recul de 2010, et baisse de 2% en lait de brebis. Les AOP/AOC caprines ne représentent que 3% des fromages sous appellation d'origine (11% en brebis et 85% en vache), mais elles restent sur longue durée les plus dynamiques. Leurs tonnages ont progressé de 18% depuis 2000, quand ils ont stagné pour les deux autres espèces, même s'il y a eu un ralentissement ces dernières années. Cela tient à l'arrivée régulière de nouvelles AOC en caprins qui sont passées de 9 à 14 depuis 2000, contre 26 à 29 seulement en bovins et un maintien à 3 en ovins. La dernière arrivée des AOC caprines est le Charolais en 2010. Une nouvelle est en préparation, le Mothais sur feuille en Poitou-Charentes.

Le Sainte Maure de Touraine se maintient en tête des AOC caprines, à 1 350 tonnes, avec 21% des tonnages et une progression de 2% par rapport à 2010. Viennent ensuite le Rocamadour et le Selles sur Cher, aux alentours de 1 000 tonnes, également en progression de 2%. Ces trois fromages totalisent 54% de la production AOC. Ensuite, le Crottin de Chavignol, la principale AOC jusqu'en 2005, en baisse continue depuis, a encore perdu 4% de ses volumes en 2011 et ne représente plus que 14% du total AOC. Trois autres fromages se situent aux alentours de 6-7% des volumes : le Valençay qui continue de progresser (+3%), le Picodon stabilisé après avoir baissé les deux années précédentes, le Chabichou du Poitou en fort recul (-9%). Le Pouligny-Saint-Pierre, à 4% des volumes, présente la plus forte progression en 2011, mais ne fait que presque rattraper sa baisse de 2010, tandis que le Pélardon régresse légèrement. Le Banon, le Chevrotin, le Mâconnais, le Charolais, la Rigotte de Condrieu, les plus récentes AOC, sont restés à de faibles volumes. Ils se maintiennent tout juste ou régressent, selon les cas. La région Centre est de loin la première région pour l'identification des fromages. Ses 5 AOC, qui ont progressé de 1% en 2011, représentent plus de 60% des tonnages totaux.

Les fromages de chèvres commercialisés en AOC en 2011 (en tonnes)

Figure 3.2

Appellation	Commercialisés en 2011	Commercialisés en 2010	Évolution 2011/2010	% selon les fromages en 2011	% en fermiers en 2011	Nombre de fromagers fermiers en 2011
Banon	68	68	=	1%	13%	17
Chabichou du Poitou	370	406	-9%	6%	9%	4
Charolais	56	56	=	1%	84%	16
Chavignol	874	908	-4%	14%	29%	52
Chevrotin	70	75	-7%	1%	100%	22
Maconnais	64	69	-7%	1%	86%	4
Pelardon	218	221	-1%	3%	62%	62
Picodon	472	470	=	7%	37%	87
Pouligny St Pierre	284	268	+6%	4%	33%	6
Rigotte de Condrieu	80	80	=	1%	25%	9
Rocamadour	1 060	1 043	+2%	16%	33%	37
Ste Maure de Touraine	1 350	1 320	+2%	21%	30%	41
Selles sur Cher	997	982	+2%	16%	17%	33
Valençay	377	367	+3%	6%	33%	30
TOTAL	6 340	6 333	=	100%	31%	420

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INAO

Particularité des AOC caprines, environ 30% des fromages sont en fabrication fermière, contre 7% seulement en vache et 2% en brebis. La proportion a été en très légère augmentation en 2011. Le nombre de producteurs fermiers, 420, a baissé de 15, notamment en Pouligny-Saint-Pierre, AOC où la production fermière représente le tiers des volumes. Dans les principales AOC, Sainte Maure, Rocamadour et Crottin de Chavignol, la production fermière tourne autour de 30% des volumes, 17% seulement en Selles-sur-Cher. La fabrication fermière est totale pour les Chevrotins et très majoritaire pour le Pélardon, le Charolais et le Mâconnais. Elle est très minoritaire pour le Chabichou du Poitou. La plupart des fromages AOC caprins sont fabriqués au lait crû (92% des tonnages), sauf le Chabichou du Poitou (22%).

Environ 10% de la production fromagère fermière est en AOC, contre 5% en fabrications industrielles. Au total les AOC représentent près de 6% des fabrications fromagères totales.

Le « bio » se développe

En 2011, près de 600 élevages étaient en « bio », avec 37 800 chèvres, selon l'Agence Bio, soit 100 élevages de plus qu'en 2010 (+20%), sachant qu'en plus le même nombre d'élevages étaient en phase de conversion. Le nombre de chèvres certifiées a également augmenté de 26%, la taille moyenne des cheptels passant de 56 à 58 chèvres. Le « bio » a donc fait un bond en 2011 après avoir progressé annuellement d'environ 10% les trois années précédentes. Mais ce mode de production reste très minoritaire. Il n'est pratiqué que par 10% des élevages caprins détenant au moins 10 chèvres, livreurs ou fermiers, estimés à partir du Recensement Agricole de 2010, avec seulement 4% du cheptel. La faible taille moyenne des élevages en « bio » indique qu'ils sont, dans leur grande majorité, orientés vers la transformation fermière.

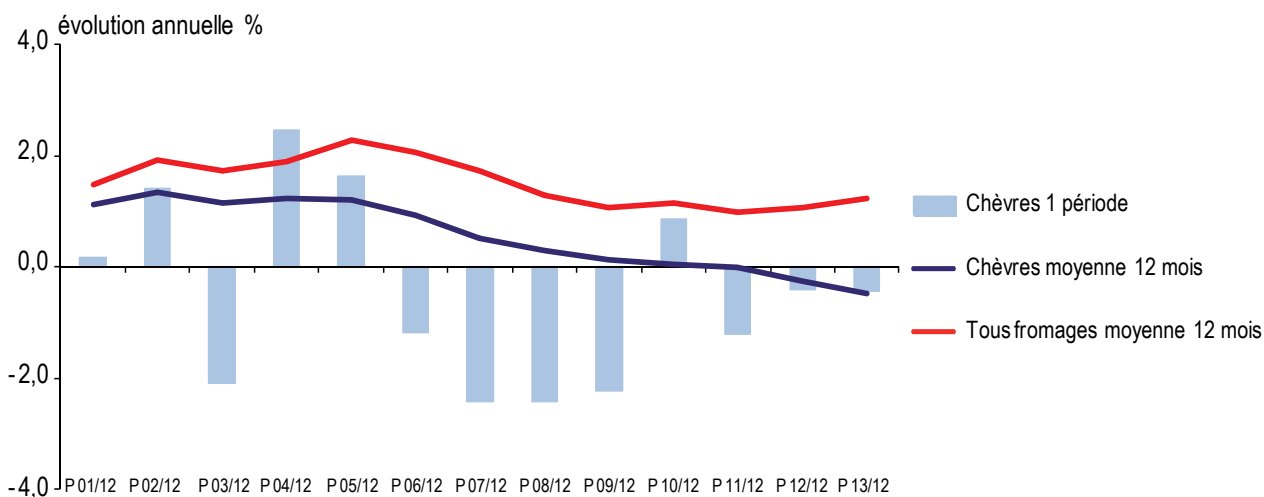
La principale région caprine « bio » est Rhône-Alpes, toujours en tête avec 130 exploitations et 20% des chèvres. Son cheptel « bio » s'est accru de 30%, la taille moyenne des élevages passant à 54 chèvres. Six régions détiennent ensuite chacune de 8 à 9% des effectifs, PACA, Midi-Pyrénées, la Bretagne, le Languedoc-Roussillon, les Pays-de-la-Loire et l'Aquitaine, avec des tailles de cheptel variant de 49 chèvres en PACA à 117 en Pays-de-la-Loire. Les plus fortes progressions (+40% de chèvres) s'observent en Bretagne, en Aquitaine et en Auvergne. En Poitou-Charentes, la taille moyenne approche les 100 chèvres.

La collecte de lait de chèvre « bio » s'est élevée à 1,5 million de litres en 2011, selon le SSP et de l'Agence Bio, 63% de plus qu'en 2010. Elle a été réalisée par 10 établissements, contre 7 en 2010, surtout en Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes. Mais elle ne représente que 0,3% de la collecte nationale de lait de chèvre.



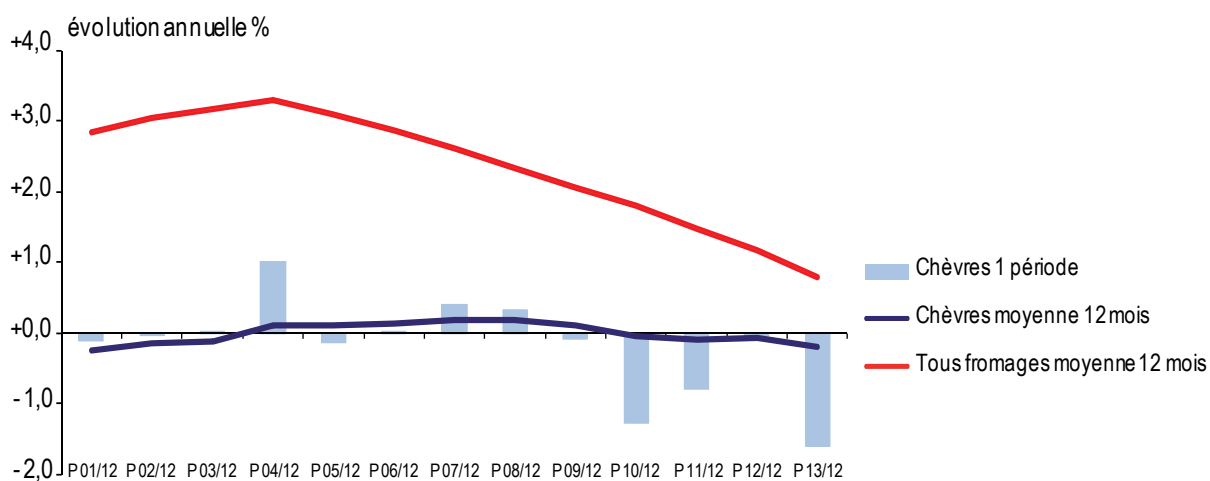
Évolution mensuelle et annuelle des volumes des achats des fromages de chèvre et de tous les fromages en libre-service en 2012

Figure 4.1



Évolution mensuelle et annuelle des prix d'achat des fromages de chèvre et de tous les fromages en libre-service en 2012

Figure 4.2



4

La consommation peu sensible à la stabilité des prix

Les ventes fléchissent en libre-service

Les ventes de fromages de chèvre dans les rayons libre service des GMS (*hard discount* compris) ont, selon IRI-CNIEL, légèrement fléchi en 2012. Les volumes ont baissé de 0,5% par rapport à 2011 où ils avaient augmenté de 1,1%. La tendance est devenue nettement baissière au second semestre. En particulier, sur les trois derniers mois, où les achats ont baissé de 0,7%. Sur l'ensemble de 2012, les fromages de chèvre n'ont donc pas profité de la bonne tenue du marché fromager qui a progressé de 1,9% par rapport à 2011, avec, en particulier, une hausse de 2% au dernier trimestre. Déjà en 2011, les fromages de chèvre avaient moins progressé que l'ensemble des fromages. Ils ont continué de perdre des parts de marché en libre service en 2012.

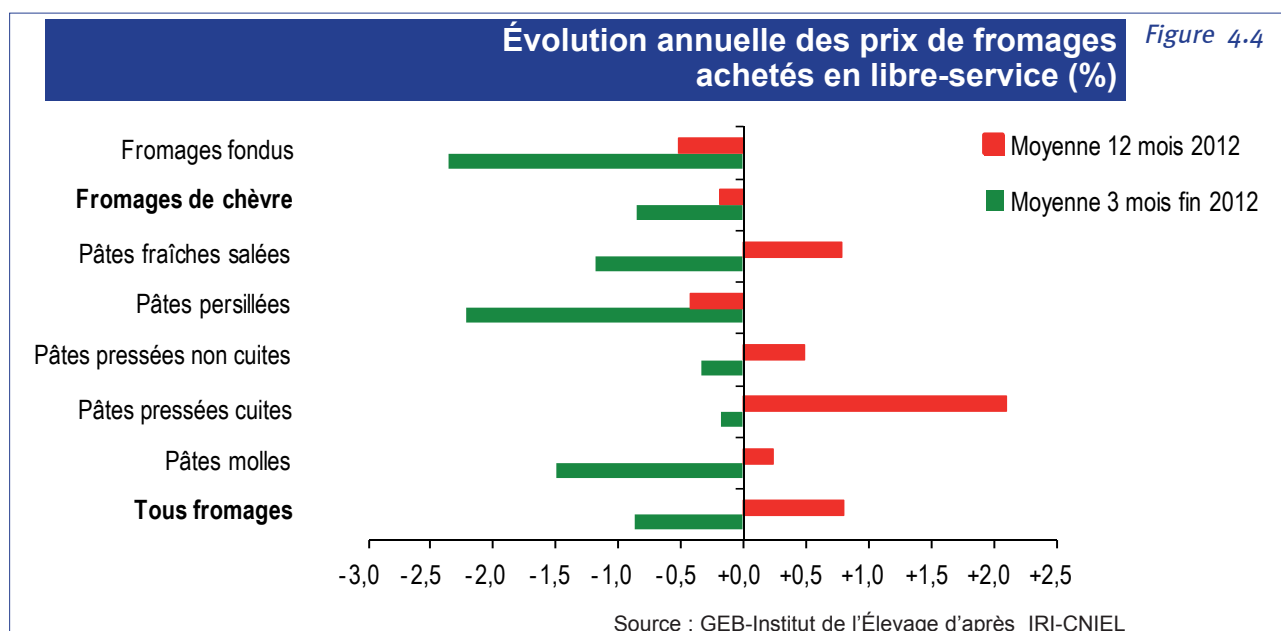
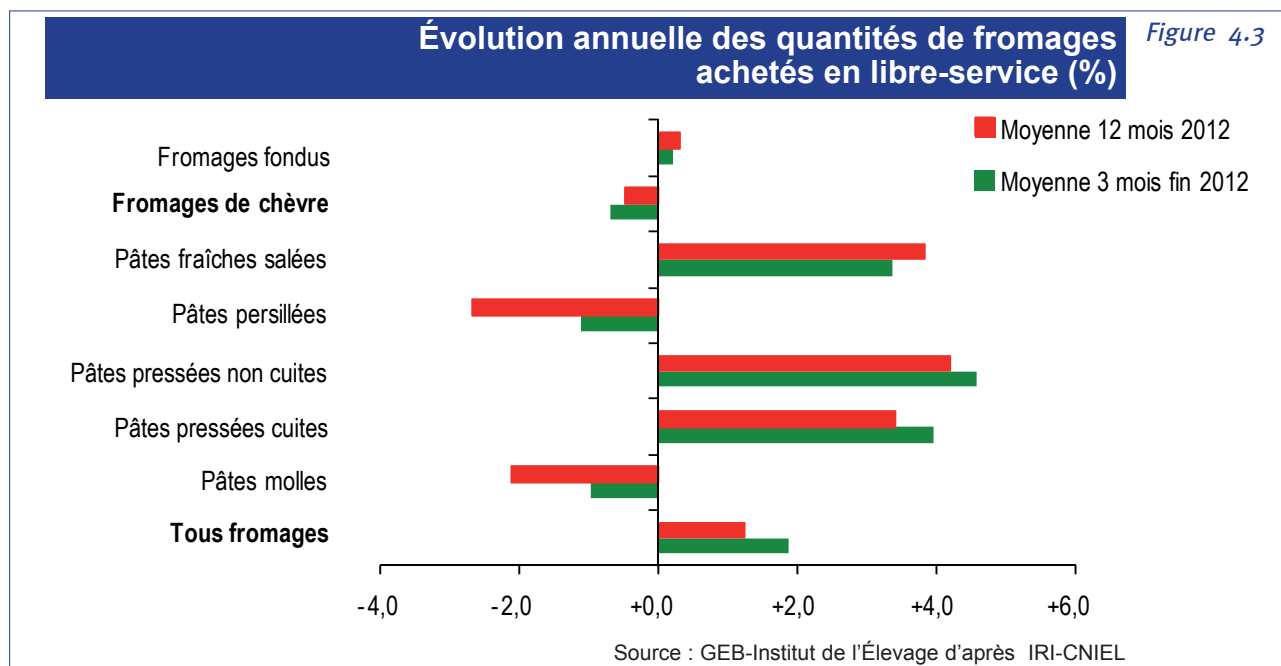
Des prix en légère baisse

Les fromages de chèvre se sont, selon IRI-CNIEL, caractérisés en 2012, comme en 2011, par une stagnation de leurs prix de vente en libre-service. Ils ont plutôt légèrement baissé, alors que pour l'ensemble des fromages ils augmentaient de 0,8%. Cependant sur les trois derniers mois, les fromages de chèvre ont été en phase avec la baisse intervenue sur le prix de l'ensemble des fromages. Ainsi, presque tout au long de 2012, comme en 2011, les fromages de chèvre n'ont pas profité de la nette revalorisation du prix des fromages. Cela ne s'est pas pour autant traduit par une amélioration de leurs ventes. Il est vrai que le prix moyen des fromages de chèvre vendus en libre service, à 10,7 €/kg, est nettement plus élevé que la moyenne de l'ensemble des fromages (8,5 €/kg). Au total, le chiffre d'affaires des fromages de chèvre a baissé de près de 1% en 2012, quand il augmentait de 2% pour l'ensemble des fromages.

Les fromages chers décrochent

Les bûches et bûchettes totalisent 60% des volumes et 46% du produit des fromages de chèvre vendus en libre-service, selon le cumul annuel mobile établi par IRI-CNIEL à fin octobre 2012. Leur prix moyen était de 8,3 €/kg. A ce niveau relativement bas, en deçà du prix moyen tous fromages confondus, et maintenu stable, leur volume des ventes a progressé de 1%. En revanche, celles de fromages frais, 15% des volumes, ont reculé de 2% en 2012, après, il est vrai, une croissance de 4% en 2011. Leur prix, 12,1 €/kg, relativement élevé, était cependant en légère baisse.

> > >



Le marché a été encore plus difficile pour les palets et autres ronds, et pour les crottins hors AOC, qui représentent conjointement 15% des volumes. Avec des prix élevés, respectivement 12,8 €/kg et 16,2 €/kg, encore en légère augmentation, ils ont vu leurs volumes régresser de 2% et 4%. Pour les mêmes raisons, les AOC, 6% des volumes, ont continué de décrocher (-3%), à un prix de 21,5 €/kg, encore en augmentation de 2%. Les prix des Crottins de Chavignol ont par exemple atteint 27,4 €/kg.

Une étude du profil des consommateurs réalisée par Kantar, au premier semestre 2012, constate essentiellement une baisse de la fréquence des achats de fromages de chèvre sur un marché fromager plutôt favorable et, secondairement, de moindres quantités par achat. En revanche, l'étude note que les jeunes de moins de 35 ans seraient plus nombreux à acheter du fromage de chèvre.

Seuls les hypermarchés progressent toujours

Selon Kantar, les hypermarchés représentent 44% des achats et 43% du chiffre d'affaires des fromages de chèvre. Leur part de marché continue de progresser (+5%) tandis que celle des supermarchés (27% des achats) est stable en valeur malgré un léger recul (-1%) en volume. Les magasins *hard discount*, 17% des achats, continuent de baisser tant en volume (-2%) qu'en chiffre d'affaires (-5%). Les achats dans les autres circuits représentent 10% des volumes et sont, pour les fromages de chèvre, une part plus importante de leur marché que pour l'ensemble des fromages. Ils chutent de 10% en volumes et de 9% en budget. Les foires et marchés, en particulier, 5% des volumes, mais 8% du chiffre d'affaires, accusent le coup avec une perte significative d'acheteurs qui achètent moins.

En GMS, les rayons à la coupe représentent, selon IRI-CNIEL, 11% des achats de fromages de chèvre, contre 8% pour l'ensemble des fromages. Ils continuent d'être en difficulté, avec moins d'acheteurs, des achats moins fréquents et moins importants.

Hausse en restauration hors foyer en 2011

En 2011, la consommation de fromages de chèvre en restauration hors foyer (RHF) s'est élevée, selon le Gira Food Service, à 8 100 tonnes qui représentent près de 9% des fabrications industrielles de l'année. Ce tonnage est supérieur de 11% à 2010, mais ce fort taux est dû à l'introduction en 2011, dans les statistiques, d'une nouvelle catégorie d'utilisateurs, les *fast-food*. Ceux-ci à hauteur de 700 tonnes constituent un débouché non négligeable. La progression des volumes, à périmètre constant, n'a donc en réalité été que de 1% entre 2010 et 2011, soit un taux inférieur aux 3% constatés sur l'ensemble des fromages en RHF, dont les fromages de chèvre ne comptent que pour 6% des tonnages. La restauration commerciale représente 75% des achats de fromages de chèvre en RHF dont à parts à peu près égales, 28%, en pizzerias et en restauration traditionnelle, 12%, dans les cafés restaurants et dans les *fast-food*. En restauration collective, les achats se répartissent entre 38% en restauration d'entreprise, 30% en établissements d'enseignement, 24% en structures sociales...

Le prix moyen des fromages de chèvre vendus en RHF s'est établi à 9,0 €/kg, le plus haut parmi les grandes catégories de fromages, en hausse de 5% par rapport à 2010, alors que le prix moyen des fromages, à 6,8 €/kg, n'a progressé que de 2%. L'écart est toujours important entre les prix de la restauration commerciale, 9,7 €/kg (+5%), et celui de la restauration collective à 7,1 €/kg (+1%).

Les autres débouchés des fromages de chèvre, notamment les utilisations industrielles et les exportations, sont mal connus faute de statistiques disponibles.

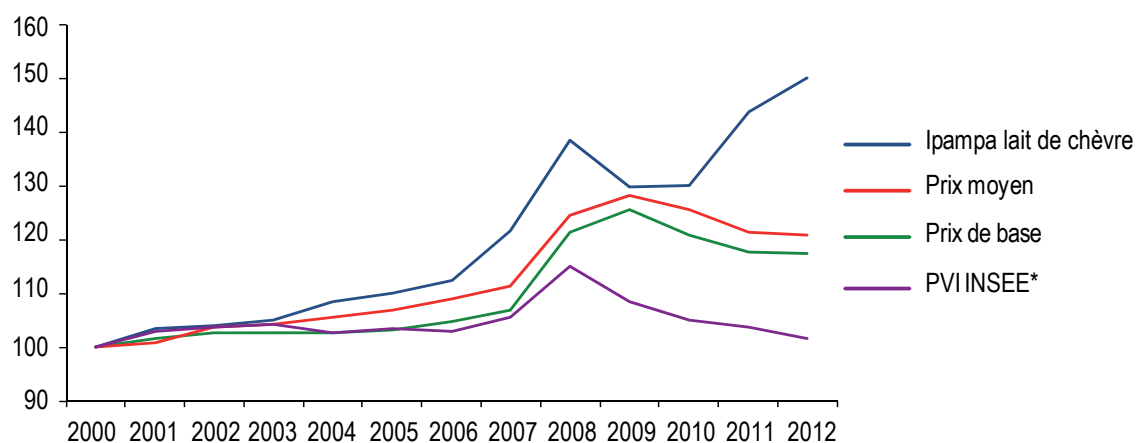


Évolution des prix du lait de chèvre payés aux producteurs Figure 5.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage

Indices des prix du lait de chèvre, Ipampa et PVI INSEE (100 en 2000) Figure 5.2



*Prix de vente industriel

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Prix de base et prix moyens annuels par région (en euros/1000) Figure 5.3

Région	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Prix de base 2012	516	534	526	529	521
Prix de base 2011	518	533	528	530	522
Evolution 2012/2011	-0,3%	0,0%	-0,5%	-0,2%	-0,2%
Prix moyen 2012	580	618	591	603	588
Prix moyen 2011	583	616	594	603	590
Evolution 2012/2011	-0,6%	0,4%	-0,6%	0,1%	-0,4%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

5

Un ciseau des prix intenable

Quelques coups de pouce sur le prix de base

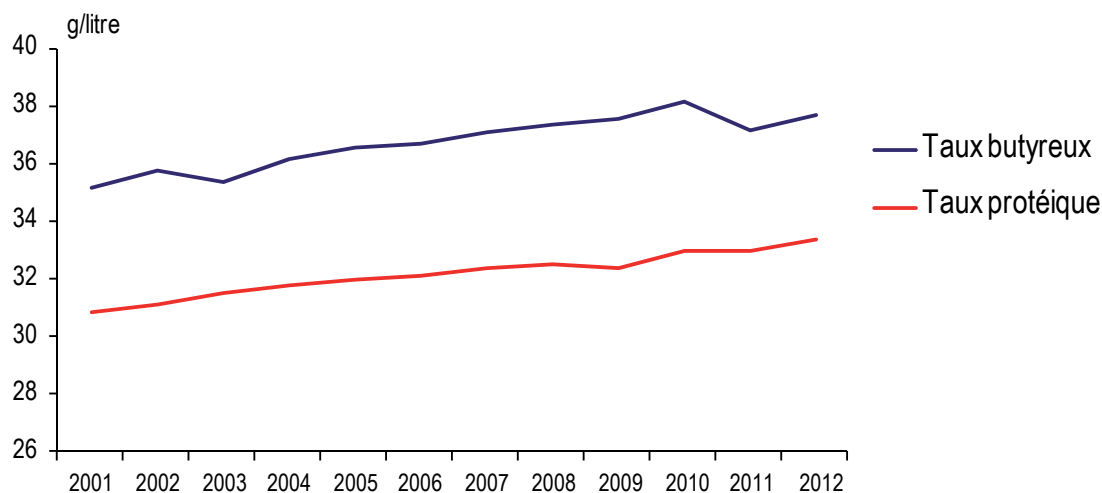
Le prix de base du lait de chèvre a, en moyenne, reculé de 1 € en 2012. Il s'est établi à 521 €/1000 litres, selon l'enquête de l'Institut de l'Élevage auprès d'une vingtaine d'entreprises représentant 92% de la collecte nationale. Il s'est toutefois stabilisé après les chutes de prix des années précédentes, grâce à une remontée en fin d'année. En effet, le prix de base avait successivement baissé de 21 € en 2010, puis de 15 € en 2011, perdant, au total, depuis 2009, 36 €/1000 litres, soit plus de 6% de sa valeur. Dans le même temps, on a assisté à une flambée des charges. L'évolution du prix de base au cours des deux dernières années n'en a aucunement tenu compte, contrairement à ce qui s'était passé en 2009.

La quasi stabilisation du prix de base en 2012 est le résultat d'évolutions variables des prix selon les entreprises. Certaines ont maintenu inchangé leur prix de base par rapport à 2011. D'autres ont continué à le baisser. Certaines ont, au contraire, inversé la tendance avec des hausses significatives au quatrième trimestre. Il en résulte un prix de base, en moyenne, inchangé au premier trimestre, en baisse respectivement de 1 €, puis 2 € aux second et troisième trimestres et en hausse de 4 € au quatrième trimestre. Cette remontée en fin d'année n'a pas suffi, compte tenu des volumes, à inverser la tendance sur l'ensemble de l'année.

Au plan régional, le prix de base moyen annuel a été stabilisé dans le Centre. Il a même augmenté de 7€ au quatrième trimestre grâce aux coups de pouce donnés dans quelques entreprises. En revanche, dans les autres zones, il a en moyenne fléchi de 1 € dans le Centre-Ouest et le Sud-Est, et reculé de 3 € dans le Sud-Ouest. Les baisses sont intervenues au cours des trois premiers trimestres. Ensuite, la remontée du prix a été générale au quatrième trimestre, plus forte que la moyenne dans le Centre et le Centre-Ouest et nettement moindre dans le Sud-Ouest et le Sud-Est.



Évolution annuelle de la composition moyenne de la collecte *Figure 5.4*



Source : Enquête Institut de l'Élevage

Composition du lait et incitation au désaisonnement selon les régions (sur 90% du lait collecté) *Figure 5.5*

	CENTRE- OUEST	CENTRE	SUD- OUEST	SUD- EST	FRANCE		Variation
					2012	2011	2012/2011 g/l
TAUX DE MG (g/l)	38,0	37,5	37,2	36,9	37,7	37,2	+0,5
TAUX DE MP (g/l)	33,5	33,5	33,3	32,6	33,4	33,0	+0,4
Ecart de prix de base (euro/1000 l) automne-printemps	111	150	117	208	125	120	
Évolution 2012/11	6,0%	5,0%	4,0%	1,0%	5,0%		

Source : GEB-Institut de l'Élevage

L'écart saisonnier du prix de base s'est accentué en 2012, comme cela avait déjà été le cas en 2011. C'est une conséquence du relâchement de la pression sur les prix au quatrième trimestre au cours des deux années. Ainsi, l'écart entre le quatrième trimestre (creux de production) et le second trimestre (pic de production) a-t-il atteint 125 €, en hausse de 5% par rapport à 2011, après déjà une hausse de 6% en 2011. Les différences régionales demeurent avec un écart saisonnier toujours très important dans le Sud-Est (208 €) et nettement plus faible que la moyenne dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest et intermédiaire dans le Centre. Alors qu'elle avait tendance à s'atténuer, la saisonnalité du prix du lait s'est, au contraire, renforcée ces deux dernières années.

Le prix moyen grevé par des pénalités et des prélèvements

Le prix moyen payé aux producteurs, à 588 €/1000 litres, a baissé en 2012 de 2 € par rapport à 2011, soit davantage que le prix de base, malgré l'amélioration de la composition du lait.

En cours d'année, le prix moyen payé aux livreurs a évolué de manière plus chaotique que le prix de base : baisses aux premier et troisième trimestres, hausses aux second et quatrième trimestres. La hausse inattendue du deuxième trimestre, quand le prix de base baissait, en particulier en mars et avril, est liée à une forte remontée des taux au cours de ces deux mois après leur chute en 2011. De même, au quatrième trimestre la composition a appuyé la hausse du prix de base. À l'inverse, la baisse du prix moyen a été importante aux premier et troisième trimestres, respectivement de -11 € et de -9 €, pour le premier avec un prix de base stable, mais une chute du taux butyreux, et pour le troisième avec un prix de base diminué de 2 €, mais avec une progression des taux.

Les entreprises ont appliqué des pénalités, soit pour non respect des références attribuées, soit en liaison avec la qualité sanitaire des laits (le taux de cellules), voire dans certains cas des prélèvements pour participer à la résorption des stocks.

Le prix moyen annuel a légèrement augmenté dans le Centre (+2 €) et s'est maintenu dans le Sud-Est, avec dans les deux cas des hausses significatives au quatrième trimestre. À l'inverse, il a baissé dans le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, avec notamment des baisses importantes aux premier et second trimestres.

L'écart entre le prix de base et le prix moyen (67 €/1000 litres) représente 13% du prix de base. Il est toujours plus important dans le Centre (84 €, 16% du prix de base), notamment du fait des primes AOC qui comptent dans la zone.

Amélioration de la composition

Le taux butyreux a récupéré une partie de son recul de 2011. A 37,7 g/litre de moyenne, selon l'enquête de l'Institut de l'Élevage, il a, en 2012, progressé de 0,5 g (+1%) après un recul de 0,9 g l'année précédente. Au premier trimestre, il était encore en baisse de 1%. Puis le taux s'est brusquement redressé au second trimestre (+2%), a progressé de 1% au troisième trimestre et a fini l'année en hausse de 2%. Sans retrouver encore son niveau de 2010, le taux renoue avec sa croissance habituelle. La rupture de 2011 avait été expliquée par une réduction, en fin d'année, de la partie matière grasse de la ration donnée aux chèvres. En 2012, on a, semble-t-il, abandonné cette pratique. Il est vrai que, dès le printemps, l'heure n'était plus à la maîtrise de la collecte qui s'était mise à chuter. Le regain sur le taux butyreux en 2012 a été général, tout en étant plus important en Centre-Ouest (+2%). Il a été dans la moyenne générale dans le Centre bien qu'il ait beaucoup chuté dans cette zone en 2011.

> > >

Résultats des principales races caprines au Contrôle laitier en 2012 Figure 5.6

Races	% des lactations	Durée de lactation (jours)	kg de lait	TB g/kg	TP g/kg
Alpine	55%	296	915	37,6	33,0
Saanen	41%	313	996	35,5	31,7
Croisée	3%	291	856	36,1	32,0
Ensemble	299 709	303	946	36,7	32,4

Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après France Contrôle laitier

Prix à la matière utile et prix différentiels selon les régions (sur 80% de la collecte) Figure 5.7

	CENTRE- OUEST	CENTRE	SUD- OUEST	SUD- EST	FRANCE
Prix à la matière utile €/kg	8,11	8,71	8,36	8,69	8,25
Évolution 2012/11	-1,8%	-0,5%	-1,9%	-0,7%	-1,6%
Prix différentiel à la MG €/kg	3,52	3,87	3,66	4,92	3,66
Évolution 2012/11	0,0	-1,2%	-0,3%	-0,4%	-0,4%
Prix différentiel à la MP €/kg	10,79	11,34	10,99	10,99	10,89
Évolution 2012/11	-0,2%	-0,4%	+1,9%	0,0	+0,2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Le taux de matière protéique, à 33,4 g/litre, a poursuivi sa progression, +0,4 g (+1%), quasiment constante depuis de nombreuses années, à l'exception de 2011. Sa progression a été particulièrement forte au second trimestre dans le Centre, en Centre-Ouest et dans le sud-Ouest. En revanche, elle a été moindre sur l'ensemble de l'année dans le Sud-Est.

En définitive, à 71,2 g/litre, la matière utile collectée a retrouvé son niveau de 2010, après une baisse de 1,0 g/litre en 2011. Seul le Centre-Ouest a dépassé son taux de 2010, tandis que les autres zones ne le récupéraient pas tout à fait.

Le prix payé aux producteurs revient à 8,3 €/kg de matière utile, variant de 8,7 € dans le Centre à 8,1 € en Centre-Ouest. Il a baissé de 7% depuis 2009 (-4% dans le Centre, -8% dans le Centre-Ouest). Avec la crise, l'amplitude des écarts de paiement s'est accrue.

Résultats confirmés au contrôle laitier

En 2012, 300 000 lactations ont été qualifiées au contrôle laitier, sur 343 000 terminées dans 1 780 exploitations. Le rendement moyen a été de 946 kg de lait pour une durée de lactation de 303 jours. Ces résultats fournis plus précocement qu'auparavant sont issues de la rénovation du système d'information caprin (projet SIECL). Ils comprennent maintenant les lactations longues. Ils ne peuvent être comparés à ceux des années précédentes. Le taux de matière grasse s'est établi à 36,7 g/kg et le taux protéique à 32,4 g/kg, quasiment le même taux, à unité identique, que celui constaté par l'enquête prix du lait de l'Institut de l'Élevage.

Des prix différentiels stables

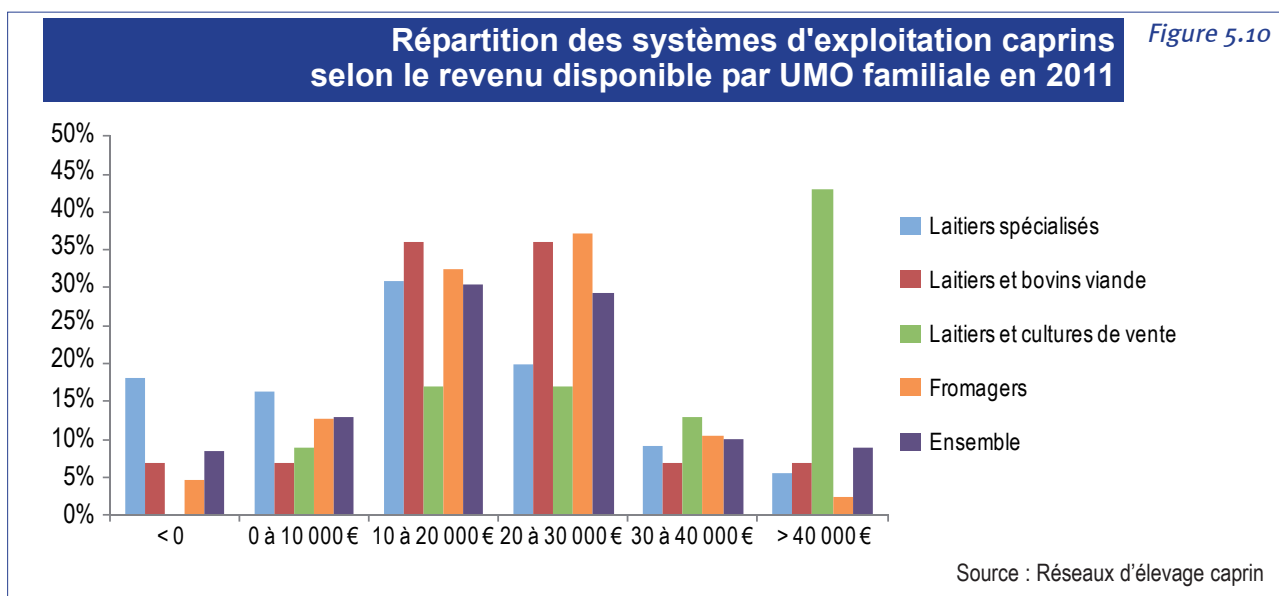
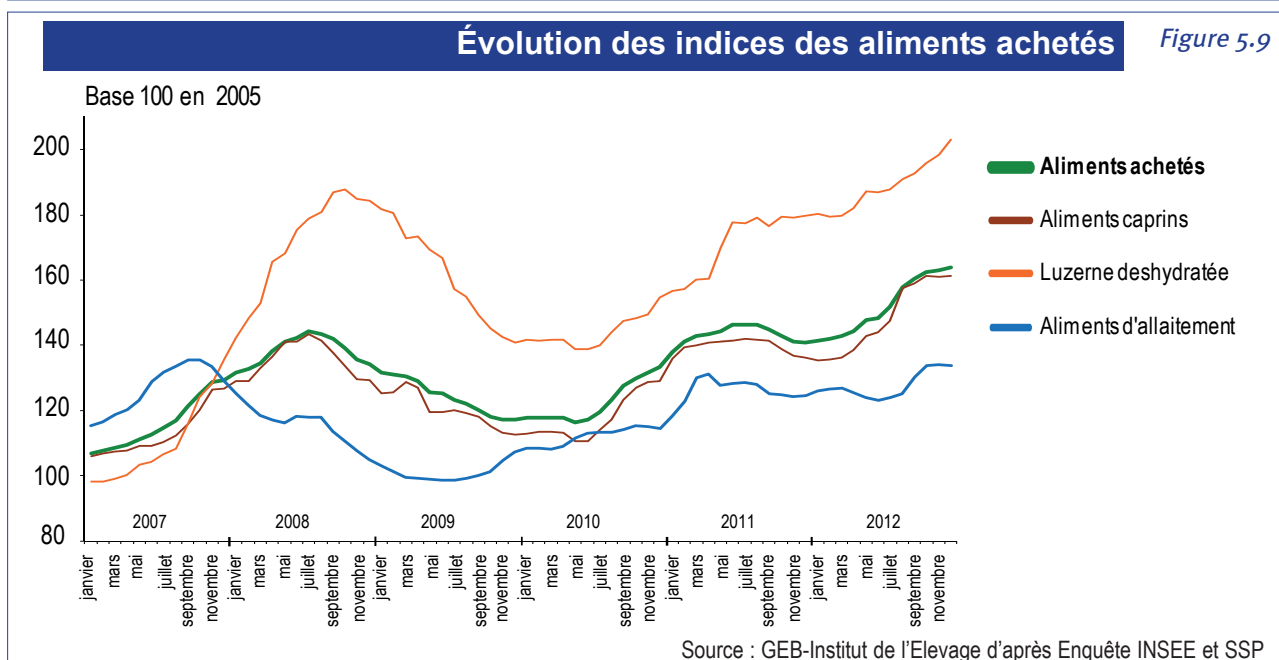
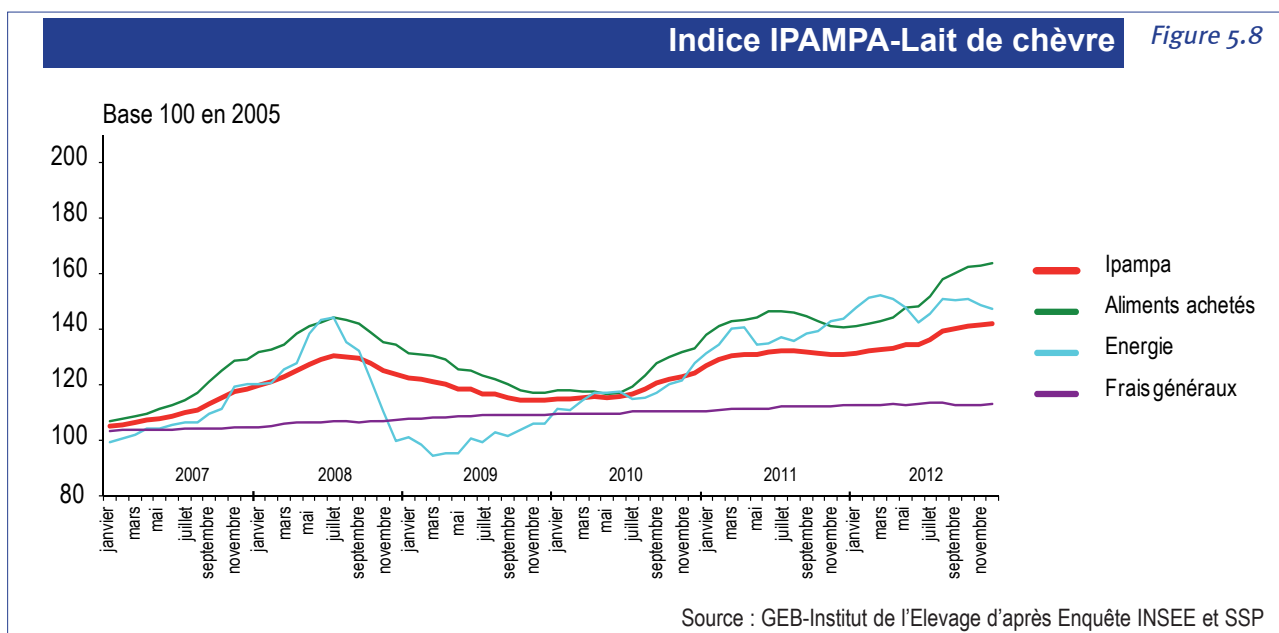
Les prix aux grammes différentiels, payés au-delà de 33 g/litre pour la matière grasse et de 28 g/litre pour la matière protéique, varient généralement très peu d'une année sur l'autre. Ils se sont établis en moyenne nationale en 2012 à 3,66 €/kg pour la matière grasse et à 10,89 €/kg pour la matière protéique, baissant de 2 centimes pour première et augmentant de la même quantité pour la seconde. Comme d'habitude, les prix différentiels sont plus élevés qu'ailleurs dans le Centre pour les deux composants et dans le Sud-Est pour la matière grasse.

La qualité bactériologique des laits collectés a eu une forte incidence sur le prix payé aux producteurs, notamment dans certaines zones où des pénalités ont été appliquées qui expliquent les décalages d'évolution constatés entre prix de base, prix moyen et composition. Mais la diversité des grilles de paiement en vigueur selon les régions, rend difficile une évaluation générale de la dégradation réelle du classement des laits et de son impact.

Poursuite de l'envol des prix des moyens de production

L'IPAMPA-Lait de chèvre a continué de grimper en 2012, atteignant la valeur record de 142 en décembre (base 100 en 2005). À 137 en moyenne sur l'année, il a progressé de 4,4% par rapport à 2011. En 2011 il avait déjà bondi de 11% d'une année sur l'autre. Après être resté en palier à la valeur 118 en 2009 et 2010, l'IPAMPA connaît donc un nouvel emballement depuis 2011, bien plus spectaculaire encore que celui de 2008. Il avait, à l'époque, culminé à la valeur 131. Fin décembre 2012, il était à une valeur supérieure de 9% à ce sommet.





Le prix de l'aliment, grand responsable de la hausse

C'est l'évolution des prix des aliments achetés qui a entraîné l'IPAMPA vers ces valeurs extraordinaires. Représentant 43% de l'indice, ce poste voit ses prix s'envoler depuis début 2010. Après un court répit fin 2011, les prix ont repris leur ascension tout au long de 2012, atteignant l'indice 164 en décembre (base 100 en 2005), soit 16% au-dessus de 2011 et 23% au-dessus de 2010. En moyenne sur 2012, le prix des aliments achetés a augmenté de 6% par rapport à 2011. L'aliment chèvre (MAT <= à 25%) qui constitue 36% du poste se situe dans l'évolution moyenne. En revanche, la luzerne déshydratée (17% du poste aliment) évolue bien au-dessus. En décembre, son indice dépassait la valeur 200. L'indice du prix des céréales (8% du poste aliment), aux tendances plus variables, approchait en fin d'année la valeur 170.

Le prix de l'énergie (7% de l'IPAMPA) est aussi un facteur inflationniste. Sur 2012, le prix de l'énergie a augmenté de 8% par rapport à 2011, la plus forte hausse de l'année. L'indice de ce poste, aux prix particulièrement volatils, était cependant en décembre, un peu moins élevé que celui des aliments achetés.

Chute du revenu pour les livreurs spécialisés

Conséquence du ciseau des prix, en 2011, chez les livreurs de lait, plus d'un tiers des élevages spécialisés, suivis dans le cadre des Réseaux d'élevage, ont vu leur revenu chuter à moins de 10 000 euros par unité de main d'œuvre, après deux années où il avait nettement progressé. Le revenu n'a pu être maintenu, voire amélioré, que dans les exploitations diversifiées avec cultures de vente.

D'un autre côté, presque tous les fromagers fermiers suivis par les Réseaux ont vu leur revenu progresser en 2011 avec davantage de lait traité, une meilleure valorisation du lait et des charges « contenues ». Seuls, les grands fromagers ont fait exception avec une forte augmentation de leurs charges de structure et une revalorisation insuffisante des produits. Leur passage obligé en GMS a pu limiter les possibilités de hausse des prix.

Les autres productions sauvent le revenu des diversifiés

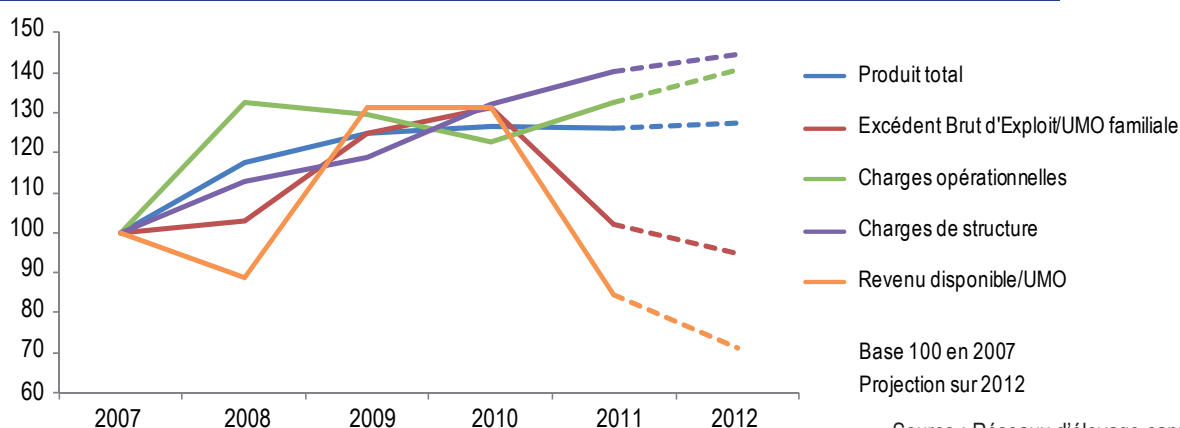
Pour 2012, l'actualisation des « cas types » des Réseaux donne des indications sur l'évolution probable du revenu en fonction de la conjoncture économique, en attendant de connaître les résultats réels des exploitations. Cet exercice n'intègre pas les adaptations mises en œuvre par les éleveurs, mais il donne les tendances. Avec un prix du lait à peine maintenu, un IPAMPA encore en hausse de 4,4%, sous l'effet des aliments achetés et de l'énergie, une augmentation des charges opérationnelles, les livreurs spécialisés devraient avoir vu leur revenu encore chuter en 2012, voire s'annuler dans les systèmes les moins autonomes ou sous le coup de la pénalisation des cellules.

En revanche, dans les exploitations diversifiées, avec l'envol des prix des céréales et des oléagineux, la hausse des rendements, les hausses des prix des bovins viande, le produit devrait s'être amélioré en systèmes « caprins et bovins viande » et surtout « caprins et cultures de

> > >

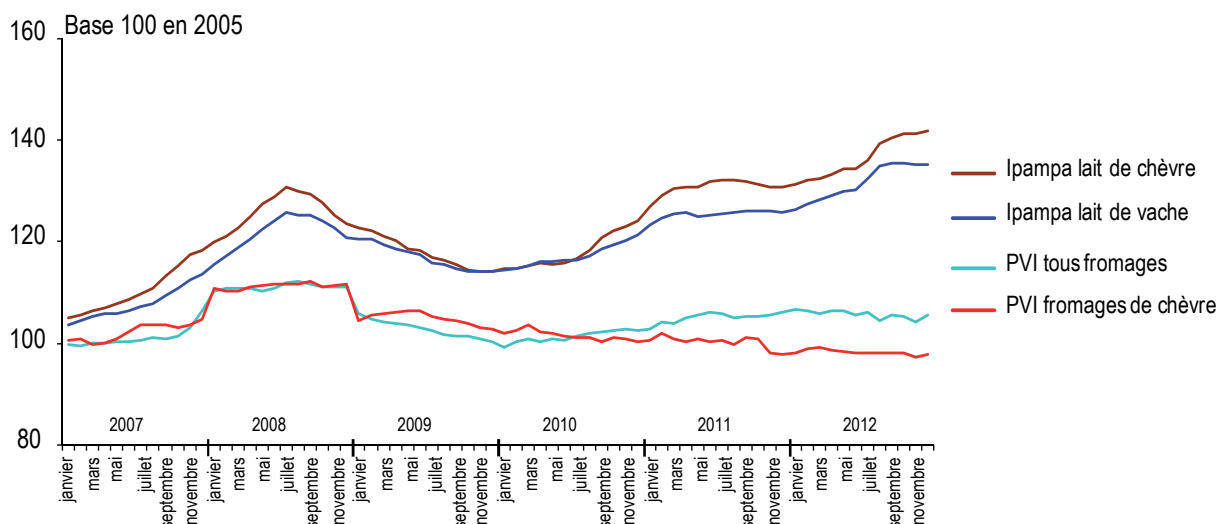
Évolution des résultats économiques des exploitations caprines en systèmes laitiers spécialisés

Figure 5.11



Évolution des prix de vente industriels et de l'IPAMPA

Figure 5.12



Évolution trimestrielle et annuelle de l'indice IPAMPA-Lait de chèvre

Figure 5.13

	Pondération %	Évolution cumulé 12 mois 2011/2010	Évolution T1 2012/2011	Évolution T2 2012/2011	Évolution T3 2012/2011	Évolution T4 2012/2011	Évolution cumulé 12 mois 2012/2011
INDICE GENERAL IPAMPA-Lait de chèvre							
de chèvre	100	10,7%	2,5%	2,2%	4,9%	8,0%	4,4%
Biens et services de consommations intermédiaires							
1 - Aliments achetés	43	16,9%	1,0%	1,5%	7,4%	15,2%	6,3%
2 - Produits vétérinaires et services	3	2,8%	3,1%	3,4%	3,0%	3,1%	3,2%
3- Engrais et amendements	3	21,8%	7,8%	5,3%	2,8%	1,0%	4,2%
4- Semences	2	0,7%	4,0%	4,1%	2,6%	3,5%	3,5%
5- Produits de protection des cultures	2	-0,5%	0,1%	-0,1%	-0,1%	0,3%	0,0%
6 - Energie et lubrifiants	7	17,7%	11,1%	7,6%	8,7%	4,9%	8,0%
7- Fournitures	4	4,4%	2,6%	1,3%	0,6%	0,3%	1,2%
8- Entretien du matériel	5	2,4%	2,4%	2,7%	3,6%	3,5%	3,0%
9- Entretien des bâtiments	1	3,3%	2,7%	2,5%	2,2%	1,6%	2,2%
10- Frais généraux	9	1,6%	1,5%	1,4%	0,9%	0,5%	1,1%
Biens et services d'investissement							
11- Matériels et installations	14	1,8%	1,9%	1,6%	1,7%	1,6%	1,7%
12- Bâtiments	7	5,7%	2,1%	1,6%	0,7%	0,7%	1,3%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

vente », selon l'importance de l'atelier associé. Dans ce contexte, les exploitations spécialisées endettées sont menacées de rupture. Et dans les exploitations diversifiées l'activité caprine est fragilisée dans les choix par rapport aux autres productions. La chute de la collecte en 2012 illustre probablement des abandons de production dans les deux cas.

Des prix de vente industriels à la dérive

Les prix de vente des fromages par les industriels sont restés très bas en 2012. Leur indice s'est maintenu à une moyenne de 98 (base 100 en 2005), 2% en dessous de la moyenne déjà très basse de 2011. Les industriels n'ont pu redresser la barre. Dans le même temps, l'indice des prix sur l'ensemble des fromages se situait en moyenne à la valeur 106 et se maintenait 1% au dessus de 2011. Les ventes de fromages de chèvre n'ont donc pas suivi la dynamique générale. Elles ont commencé à se singulariser mi-2010 quand le prix des fromages de chèvre n'a pas suivi la légère remontée de l'ensemble des fromages. Il a fait l'inverse malgré une plus forte hausse de l'IPAMPA lait de chèvre que de l'IPAMPA lait de vache. En 2008, les PVI des fromages de chèvre avaient, au contraire, bien suivi le mouvement général.

En outre, si dans un premier temps les premiers prix ou les MDD s'étaient maintenus en 2011 au dessus de l'évolution de la moyenne des fromages de chèvre, ils se sont également effondrés en 2012. En toute fin d'année, les prix des fromages de chèvre ont cependant un peu réagi à la petite hausse des produits laitiers.

Cette situation témoigne de l'impasse dans laquelle se trouve le marché des fromages de chèvre. Malgré l'apurement des stocks en 2012, l'industrie n'a pu faire passer de hausses de prix à la distribution, ni profiter de l'embellie sur le marché des fromages.



PRÉCISIONS SUR L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE

Cet indice est un indicateur de l'évolution des prix des moyens de production, biens et services, utilisés par les producteurs de lait de chèvre, tant pour leurs consommations intermédiaires que pour les services qu'ils utilisent. Elaboré par l'Institut de l'Élevage afin de suivre l'évolution du prix des charges des exploitations spécialisées livrant le lait à l'industrie, sur la base de l'indice général IPAMPA publié mensuellement par l'INSEE et AGRESTE, en base 2005 (2005=100), il donne une indication partielle sur l'évolution des coûts de production du lait de chèvre, celle concernant les prix, mais non celle relative aux volumes.

12 postes de dépenses couvrant 75% des charges

Les indices de prix élémentaires sont regroupés en 10 postes de consommations intermédiaires et 2 d'investissements qui couvrent 75% de l'ensemble des charges utilisées pour déterminer le résultat courant des exploitations. Le poste « Aliments achetés » représente 43% des charges, très loin devant tous les autres. Il résulte d'une pondération entre divers aliments utilisés selon les 4 principaux systèmes alimentaires présents en France. Puis viennent, selon leur importance, les postes suivants : les investissements en matériels et installations (14%), les frais généraux (9%), les investissements en bâtiments (7%), l'énergie et les lubrifiants (7%). Les charges telles que les travaux pour cultures et élevage, les fermages, impôts et taxes, les frais de personnel, charges sociales et frais financiers ne sont pas inclus dans l'indice.

Abattages contrôlés de caprins (résultats bruts)*Figure 6.1*

Tonnes équivalent carcasse	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011
Chevreaux	4 856	3 967	3 797	3 933	4 066	3 875	-5%
Caprins de réforme	2 837	2 690	2 628	2 911	3 263	3 291	+1%
TOTAL	7 693	6 657	6 426	6 844	7 329	7 167	-2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

6

Viande caprine

Baisse des abattages de chevreaux

Près de 830 000 caprins ont été abattus en 2012, selon le SSP, soit 4% de moins qu'en 2011. Le nombre de chèvres de réforme est cependant resté à peu près constant, près de 150 000 têtes. Cet effectif est assez élevé après déjà un bond de 15% observé en 2011 et de 9% l'année précédente. En 2012, les abattages de chèvres de réforme ont représenté 18% des effectifs abattus, contre 15% trois ans auparavant. Les réformes se sont donc poursuivies à un bon rythme en 2012. Elles ont représenté un taux de 13% des effectifs de chèvre estimés par l'enquête cheptel SSP de fin 2011, un peu plus élevé que les années précédentes. Les abattages de chèvre ont, comme d'habitude, été à peu près réguliers en cours d'année, légèrement plus nombreux en mars et plus faibles en juillet et août.

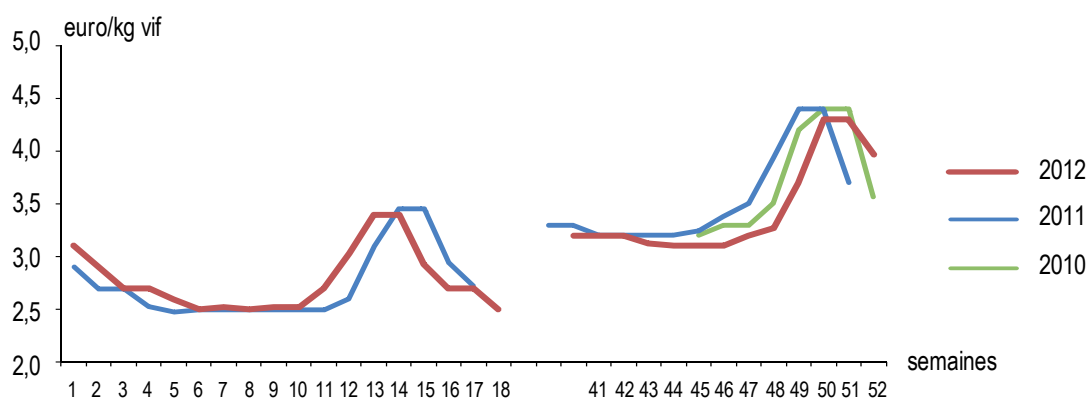
Les effectifs de chevreaux abattus ont en revanche diminué de 4% par rapport à 2011, à près de 680 000 têtes. C'est un changement de tendance, car ils étaient en progression les années antérieures : +3% en 2011, +4% en 2010. Cette baisse des abattages de chevreaux est cohérente avec la réduction de 4% des effectifs de chèvres et de chevrettes estimée par l'enquête cheptel de fin 2011. Comme d'habitude, les 2/3 des abattages de chevreaux ont eu lieu durant les 4 premiers mois de l'année, dont 30% en mars compte tenu de la date de la fête de Pâques et 16% en avril. Sur mars et avril, les effectifs abattus ont baissé de 12% par rapport à 2011, alors qu'ils avaient augmenté successivement de 5% les deux années précédentes. Selon les opérateurs, il y a eu une forte mortalité en début d'année à cause du froid.

La production de viande caprine, 7 170 tonnes selon le SSP, a baissé de 2% en 2012, après avoir augmenté de 7% en 2011, comme en 2010. En fait, la viande de chevreau, 54% du total, a baissé de 5%, tandis que celle de chèvre de réforme augmentait de 1%. Les deux années précédentes, les tonnages de chevreau avaient augmenté de 3 à 4% et de chèvre de 11 à 12%.

Le poids moyen des carcasses des chevreaux est resté stable en moyenne annuelle (5,7 kg), mais, il a oscillé entre 5,4 kg en février à 7,4 kg en août. En revanche, le poids moyen des carcasses de chèvre (22,1 kg) a légèrement augmenté (+1%) par rapport à 2011.

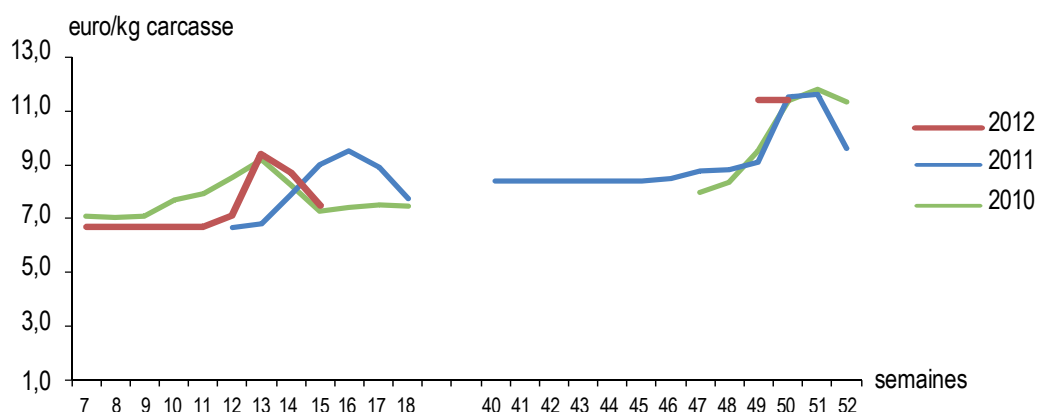
> > >

Évolution du cours du chevreau en vif (cotation FAM) Figure 6.2



Source : FranceAgriMer

Évolution du cours de la viande de chevreau (Rungis) Figure 6.3



La viande de chevreau n'a été cotée que pendant 2 semaines au second semestre 2012 sur le marché de Rungis

Source : FranceAgriMer et SNM

Évolution des échanges d'animaux vifs et de viande caprine Figure 6.4

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011
Animaux vivants hors reproducteurs (têtes)							
Importations en vif	12 344	7 807	15 276	12 082	7 216	1 008	-86%
Exportations en vif	9 287	2 592	1 621	1 980	2 243	7 436	x 3,3
Viande caprine (tonnes équivalent carcasse)							
Importations viande	1 128	1 156	1 222	817	624	873	+40%
Exportations viande	2 756	2 549	2 523	2 591	2 696	2 758	+2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP

Baisse du prix du vif et de la viande

Comme d'habitude, au cours des semaines précédant Pâques, le prix du chevreau en vif a connu une brusque montée, passant d'environ 2,50 €/kg vif, son prix plancher en février et début mars, tarif pour la congélation, à 3,40 € deux semaines avant la fête, selon la cotation de FranceAgriMer. Les sorties d'élevage tombaient mieux en 2012 qu'en 2011, la fête étant plus précoce. Malgré des effectifs en retrait, le prix a légèrement baissé (-5 centimes). Les engraisseurs n'ont pu le maintenir malgré des coûts de production en hausse, à cause d'un marché relativement peu animé. En fin d'année, seconde saison du chevreau, mais avec de plus faibles effectifs, la cotation FranceAgriMer s'est établie à 4,30 €/kg vif deux semaines avant les fêtes, soit en baisse de 10 centimes par rapport à 2011. Le marché a pourtant été fluide, tout le disponible en frais s'est écoulé facilement. Mais, selon les opérateurs, les ventes se sont déroulées au jour le jour, sans anticipation de la part des acheteurs. En revanche, les chevreaux sortis peu auparavant, en octobre, ont, comme d'habitude, dû être congelés. Ils ont, à 3,10 €/kg vif, subi une décote plus forte qu'en 2011.

Il semble y avoir eu plus d'apports sur le marché de Rungis en 2012 qu'en 2011, mais ils sont minimales par rapport à l'ensemble du marché. Le marché de gros assure principalement l'ajustement de l'approvisionnement de la capitale. L'essentiel des ventes sur la France s'effectue en direct avec la distribution. Le prix moyen à Rungis s'est élevé à 9,40 €/kg carcasse, vers Pâques, soit 10 centimes de moins qu'en 2011, et à 11,40 €/kg carcasse en fin d'année, en baisse de 10 à 20 centimes.

Les achats italiens en retrait

Les exportations de viande caprine se sont élevées à 2 760 tonnes en 2012, selon le SSP, progressant de 2%, après déjà un gain de 4% en 2011. Elles représentent plus de 70% des abattages de chevreaux, le produit principalement exporté, (et 38% des abattages totaux). L'Italie, de loin, la principale destination, a diminué ses achats de 13% en 2012, après les avoir augmentés de quasiment la même proportion en 2011. Ils représentent maintenant un peu moins de la moitié (47%) des volumes totaux exportés. Le repli a surtout eu lieu pendant la période pascale : les achats italiens ont en effet baissé de 17% en mars-avril d'une année sur l'autre.

Deuxième destination, le Portugal, près de 20% des achats, les a augmentés de 6% en 2012, après, il est vrai, les avoir fortement baissés en 2011. Traditionnel acheteur, la Suisse, 10% des volumes exportés, a baissé ses volumes de 9% en 2012, après déjà les avoir diminués en 2011. Une destination est montée en puissance, le Royaume-Uni. A quelques tonnes les années précédentes, ses achats ont approché les 300 tonnes en 2012, dépassant même légèrement la Suisse. La Belgique, 6% des achats, les a également augmentés de 25% en 2012, après les voir doublés en 2011 par rapport à 2010. Les exportations vers l'Espagne sont tombées à 3% des volumes totaux.

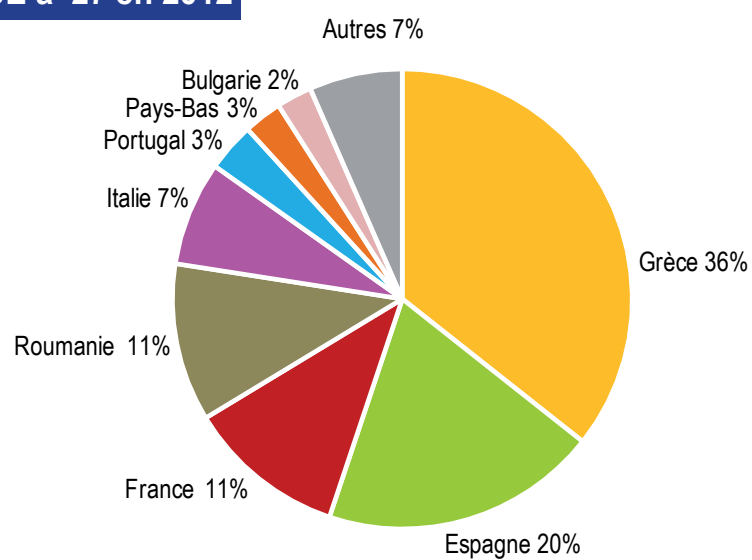
Les importations de viande caprine, en chute libre en 2011, ont retrouvé des volumes en 2012. A près de 900 tonnes, elles se sont accrues de 40%. Leur origine est pour les 2/3 l'Océanie, notamment la Nouvelle-Zélande, en progression de près de 20%. Les arrivages en provenance d'Espagne (27% des tonnages) ont aussi été multipliés par 3, après avoir chuté en 2011.

Les importations en vif de caprins non reproducteurs sont tombées à 1 000 têtes en 2012. Elles ne cessent de régresser depuis 2009 où elles dépassaient les 15 000 têtes. Elles proviennent en totalité d'Espagne et de Hongrie. Les arrivages d'Allemagne ont été interrompus. De leur côté, les exportations en vif, environ 7 500 têtes, ont été multipliées par 3. Les flux ont été renforcés vers l'Espagne et vers l'Italie.



Répartition des effectifs de chèvres et chevrettes saillies dans l'UE à 27 en 2012

Figure 7.1



Source : Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

7

Le cheptel européen en légère baisse

Avec un cheptel caprin d'environ 13 millions de têtes, l'Union européenne à 27 détenait quelques 10 millions de femelles fin 2012, selon nos estimations d'après Eurostat. Huit États-membres, la Grèce, l'Espagne, la France, la Roumanie, l'Italie, le Portugal, les Pays-Bas et la Bulgarie, rassemblaient environ 93% de ce cheptel inégalement réparti dans l'Union. Leur nombre cumulé de femelles était en baisse de 2% par rapport à 2011, après une hausse équivalente l'année précédente. Cependant, les données grecques ne sont pas encore disponibles sur 2012 et d'autres sont encore provisoires. La plupart des autres pays ont enregistré des baisses d'effectifs, sauf les Pays-Bas et la Roumanie.

La production abattue, estimée à 7 200 tonnes dans l'UE à 27 en 2011, a légèrement baissé par rapport à 2010. Et, la production laitière des huit pays cités plus haut était stable, en 2011, dépassant légèrement les 2 millions de tonnes.

Chute des effectifs en France et en Espagne

La **Grèce** détient le premier cheptel de l'Union avec plus du tiers des effectifs de chèvres. Elle produit près de la moitié de la viande caprine et très peu de lait.

L'**Espagne** vient en seconde position avec environ 20% des effectifs de chèvres de l'Union, 1,9 millions de têtes. Son cheptel a, selon Eurostat, fortement baissé en 2011 (-6%) et en 2012 (-7%). Il a régressé d'environ 280 000 têtes en deux ans. Elle est le second producteur de lait de l'Union (23% en 2011 de la production des 8 principaux pays caprins). Sa production laitière a fortement baissé en 2011, de 8% (- 40 milliers de tonnes), suite à l'effondrement du prix du lait en 2010. Environ les deux tiers de la production sont collectés dont une partie est exportée vers la France. L'Espagne est aussi le second producteur de viande caprine avec 15% des tonnages européens.

> > >

La **France**, en 3ème position dans l'Union, comptait fin 2012 10% des effectifs européens, 1,3 million de caprins, selon Eurostat, dont 1,1 million de chèvres, effectif en baisse de 3% par rapport à 2010. Le nombre de chevrettes saillies, 212 000, chutait également de 8%. Au total, le cheptel de chèvres et chevrettes saillies s'est réduit de 4% en 2012, après déjà une première baisse en 2011. Depuis fin 2010, ses effectifs ont diminué d'environ 100 000 têtes (-9%).

La France vient largement en tête pour la production laitière dans l'Union (32% en 2011 de la production des 8 principaux pays caprins), avec un taux de collecte d'environ 80%, le reste étant transformé à la ferme.

Développements en Roumanie et aux Pays-Bas

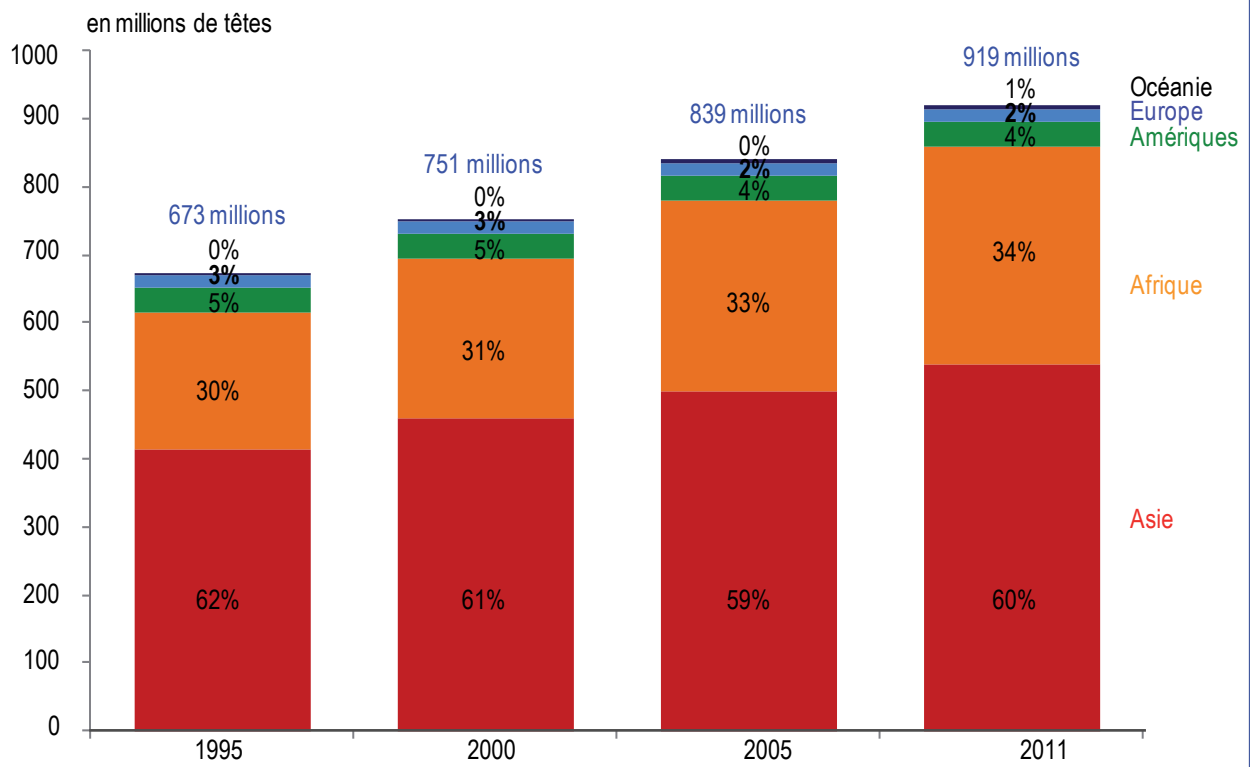
La **Roumanie** monte toujours en puissance et conforte sa quatrième place dans l'Union. Son cheptel de chèvres, estimé à 1,1 million de têtes, selon Eurostat, a bondi de 10% en 2012. Il est numériquement maintenant comparable à celui de la France. Sa production laitière, estimée à 229 000 tonnes en 2011, progresse aussi, mais le taux de collecte est très faible.

Les **Pays-Bas** reconstituent leur cheptel après ses reculs successifs de 5% en 2010 et de 4% en 2011, notamment pour cause de Fièvre Q. En 2012, les effectifs de chèvres ont bondi de 8% sur un an. Et le troupeau national (270 000 têtes) a presque retrouvé son niveau de 2009. En 2011, la production néerlandaise de lait de chèvre aurait augmenté de 7%, dépassant, à 195 000 tonnes, son niveau record de 2009. Elle est collectée à 98% par l'industrie. Avec cette évolution du cheptel, la production s'est probablement encore nettement accrue en 2012.

L'**Italie** avec 7% des effectifs de l'UE a vu son cheptel continuer de régresser de 8% en 2012. De même, la **Bulgarie** a enregistré une nouvelle chute de ses effectifs en 2012.



Répartition des caprins dans le monde Figure 8.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO

8

Monde

L'Inde en tête pour les effectifs et la production laitière

Estimé à environ 920 millions de têtes, d'après la FAO, le cheptel caprin mondial aurait progressé de 1% en 2011, comme en 2010. Poursuivant lentement leur expansion, les effectifs se sont, depuis 2005, accrus de 80 millions de têtes (+9%). L'Asie détient à peu près 60% de ce cheptel et l'Afrique 35%.

L'Inde dispose du troupeau le plus important, estimé à 157 millions de têtes, 17% du cheptel mondial, en progression de 2% par rapport à 2010. C'est au cours de cette dernière année qu'elle a dépassé la Chine dont les effectifs, évalués à 142 millions de têtes, sont en baisse. La Chine ne représente plus que 15% du cheptel mondial, contre 20% en 2000. Cette régression est sans doute à relier à l'urbanisation massive du pays. L'Asie compte deux autres grands troupeaux, au Pakistan, le troisième mondial, 7% des effectifs, en progression de 3% en 2011, et au Bangladesh, le cinquième mondial, 5% des effectifs, en baisse de 2%. Ces quatre grands pays caprins asiatiques réunissent 45% du cheptel mondial. D'un autre continent, le Nigéria vient s'intercaler en 4ème position dans cette domination asiatique avec 6% des effectifs mondiaux. L'Iran, l'Indonésie et la Mongolie sont parmi les autres grands troupeaux d'Asie.

La Chine, de loin, le premier producteur de viande

La production laitière mondiale, estimée par la FAO à 16 millions de tonnes, est sous évaluée car plus de la moitié des pays ne fournit pas de la donnée laitière est absente des statistiques. L'Inde et le Bangladesh sont les deux grands pays à vocation laitière. Ils représentent 29% et 16% des volumes mondiaux. La production mondiale de viande caprine est estimée, avec les mêmes incertitudes, à 5,1 millions de tonnes. La Chine domine cette orientation avec 37% des tonnages. L'Inde n'en représente que 12%, devant le Nigéria et le Pakistan à 6% et le Bangladesh à 4%.

L'Afrique compte le Nigéria, le Soudan, l'Éthiopie, le Mali et la Tanzanie dans le peloton de tête des cheptels mondiaux. Elle a le taux de croissance le plus élevé, le double de la croissance mondiale. Avec un troupeau stable, les Amériques détiennent 4% des effectifs mondiaux.

L'Europe, avec 17 millions de têtes, ne compte que pour 2% du cheptel mondial avec un troupeau à peu près stable, dont plus des trois quarts sont dans l'Union européenne. Malgré ce faible effectif, l'Europe fournit 17% de la production mondiale laitière, dont 4% pour la France et 3% pour l'Espagne qui viennent respectivement en 6ème et 7ème position des producteurs de lait de chèvre dans le Monde. En viande, la Grèce se distingue en 12ème position.



Annexe 1 - Effectifs dans les principaux pays de l'Union à 27

■ RÉPARTITION DES EFFECTIFS CAPRINS EN DÉCEMBRE 2012

Pays	Grèce	Espagne	France	Roumanie	Italie	Portugal	Pays-Bas	Bulgarie	UE à 27
En 1000 têtes	4 790*	2 826	1 313	1 350	892	404	403	291	13 200**
%	36%	21%	10%	10%	7%	3%	3%	2%	100%

Estimation GEB-Institut de l'Elevage d'après Eurostat

■ RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE CHÈVRES ET CHEVRETTES SAILLIES EN DÉCEMBRE 2012

Pays	Grèce	Espagne	France	Roumanie	Italie	Portugal	Pays-Bas	Bulgarie	UE à 27
En 1000 têtes	3 564*	1 950	1 120	1 112	735	343	270	249	10 000**
%	35%	20%	11%	11%	8%	3%	2%	3%	100%

Estimation GEB-Institut de l'élevage d'après Eurostat et estimation SSP

■ RÉPARTITION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN 2011

Pays	Grèce	Espagne	France	Roumanie	Italie	Portugal	Pays-Bas	Bulgarie	8 dans UE
En 1000 tonnes	384	481	677	229	46	31	195	62	2 105
%***	18%	23%	32%	11%	2%	1%	9%	3%	100%

Estimation GEB-Institut de l'Elevage d'après Eurostat

■ RÉPARTITION DES ABATTAGES DE CAPRINS EN 2011

Pays	Grèce	Espagne	France	Roumanie	Italie	Portugal	Pays-Bas	Bulgarie	UE à 27
En 1000 tonnes	33,6	11,1	7,4	71****	1,2	0,9	1,9	4,8****	72,0**
%	47%	15%	10%	10%	2%	1%	3%	7%	100%

Estimation GEB-Institut de l'Elevage d'après Eurostat

* report estimation année précédente

** total approximatif

***sur le cumul des 8 pays qui détenaient 92% des caprins de l'UE à 27

**** report estimation 2008

Annexe 2 - Les exploitations caprines en France

■ STRUCTURES DES EXPLOITATIONS CAPRINES DÉTENANT 10 CHÈVRES ET PLUS EN 2005 ET 2011

Nombre de chèvres	2005 (en %)		2011 (en %)	
	Exploitations	Chèvres	Exploitations	Chèvres
10 à 49	31	7	26	5
50 à 99	23	14	19	9
100 à 199	27	32	28	26
plus de 200	19	47	28	61
Nombre Total	5 900	715 000	5 500	845 000

■ RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS, DES CHÈVRES ET DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN 2011 POUR LES DÉTENTEURS DE 10 CHÈVRES ET PLUS

Exploitations avec 10 chèvres et plus	Exploitations %	Chèvres %	Production laitière %	Taille moyenne des troupeaux
Livreurs de lait	50	74	80	228
Fromagers	44	20	14	68
Mixtes	5	6	6	179
Total	100	100	100	154

■ RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS ET DES CHÈVRES DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS PRODUCTRICES ÉVOLUTION ENTRE 2005 ET 2011

Exploitations avec 10 chèvres et plus	2005 (en %)		2011 (en %)	
	Exploitations	Chèvres	Exploitations	Chèvres
Poitou-Charentes	24	37	21	34
Midi-Pyrénées	7	9	9	11
Rhône-Alpes	25	14	22	11
Centre	14	13	12	12
Pays de la Loire	6	10	7	13
Part/total France	75	82	71	81

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Enquête cheptel du SSP

Annexe 3 - Collecte, importations et fabrications en France

■ ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En 1000 litres	410 696	431 967	441 970	438 869	440 803	478 306	508 658	520 539	476 580
Évolution annuelle	+3,4%	+5,2%	+2,3%	-0,7%	+0,4%	+8,5%	+6,3%	+2,3%	-8,4%

■ ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS INTERMÉDIAIRES

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En équivalent 1000 litres	50 861	54 456	76 101	104 228	104 875	92 216	53 946	50 241	50 973
Évolution annuelle	+2,7%	+7,1%	+39,7%	+37,0%	+0,6%	-12,1%	-42,6%	-5,1%	+1,5%

■ ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En tonnes	75 793	80 691	86 046	89 713	91 307	91 890	92 463	93 145	94 996
Évolution annuelle	+4,8%	+6,5%	+6,6%	+4,3%	+1,8%	+0,6%	+0,6%	+0,7%	+2,0%

■ ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE PRODUITS DE REPORT

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
En tonnes	7 876	11 250	12 282	12 133	11 381	12 456	26 668	23 977	21 804
Évolution annuelle	-22,0%	+42,8%	+9,2%	-1,2%	-6,2%	+9,4%	+114,1%	-10,1%	-9,1%

■ LES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE EN 2012 (EN TONNES)

Type de fromage	2012 en tonnes	2012/2011
FRAIS PUR-CHEVRE	18 592	+4%
dont frais traditionnels	9 837	-2%
spécialités à tartiner	7 985	+11%
AFFINES PUR-CHEVRE	72 308	+1%
fromages à la pièce	61 354	+11%
bûchettes	44 929	+17%
chèvres boîtes	2 906	+7%
crottins	3 922	-2%
fromages à la coupe	10 944	-33%
bûches>1 kg	8 898	-22%
MI-CHEVRES, AU LAIT DE MELANGE	4 046	+21%
TOTAL ANNUEL	94 996	+2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Annexe 4 - Enquête "prix du lait de chèvre 2012"

■ ÉVOLUTION MENSUELLE DU PRIX DE BASE DU LAIT DE CHÈVRE (en euro/1000 litres) (90% de la collecte)

	Prix de base		
	2012	2011	2012/2011 en %
Janvier	551	551	0,0%
Février	521	522	-0,2%
Mars	499	499	-0,1%
Avril	477	478	-0,3%
Mai	475	476	-0,3%
Juin	476	477	-0,3%
Juillet	507	508	-0,2%
Août	527	529	-0,4%
Septembre	556	557	-0,3%
Octobre	598	594	0,5%
Novembre	605	600	0,7%
Décembre	602	597	0,8%
Moyenne annuelle	521	522	-0,2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

■ ÉVOLUTION MENSUELLE DU PRIX MOYEN PAYÉ AUX PRODUCTEURS (en euro/1000 litres) (90% de la collecte)

	Prix payés		
	2012	2011	2012/2011 en %
Janvier	654	674	-3,0%
Février	630	633	-0,6%
Mars	577	589	-2,0%
Avril	549	539	1,7%
Mai	527	521	1,3%
Juin	508	514	-1,1%
Juillet	536	544	-1,5%
Août	553	564	-2,0%
Septembre	615	620	-0,7%
Octobre	682	683	-0,1%
Novembre	717	704	1,9%
Décembre	716	704	1,7%
Moyenne annuelle	588	590	-0,4%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

■ LES TAUX MENSUELS DE MATIÈRE GRASSE EN 2012 ET LEUR ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2011

	Taux butyreux	
	2012 g/l	Évolution 2012/2011 (g/l)
Janvier	41,0	-1,5
Février	43,1	0,6
Mars	39,9	-0,5
Avril	37,9	0,9
Mai	35,9	1,0
Juin	34,2	0,5
Juillet	34,0	0,3
Août	33,7	0,5
Septembre	36,3	0,7
Octobre	38,8	0,1
Novembre	42,3	1,9
Décembre	42,4	1,0
Taux moyen annuel	37,7	0,5

Source : GEB-Institut de l'Élevage

■ LES TAUX MENSUELS DE MATIÈRE PROTÉIQUE EN 2012 ET LEUR ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2011

	Taux protéique	
	2012 g/l	Évolution 2012/2011 (g/l)
Janvier	35,3	-0,5
Février	35,8	0,8
Mars	33,8	0,2
Avril	33,0	1,0
Mai	32,1	0,8
Juin	31,4	0,4
Juillet	31,4	0,1
Août	31,5	0,2
Septembre	33,6	0,3
Octobre	35,1	0,2
Novembre	36,8	0,9
Décembre	36,0	0,3
Taux moyen annuel	33,4	0,4

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Annexe 6 - Enquête "prix du lait de chèvre 2012"

■ PRIX DE BASE MENSUELS RÉGIONAUX DU LAIT DE CHÈVRE EN 2012 (en euro/1000 litres)

Prix de base 2012	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST
Janvier	533	560	558	651
Février	508	540	529	587
Mars	495	494	512	520
Avril	479	475	482	453
Mai	476	473	481	451
Juin	477	477	481	451
Juillet	509	511	520	457
Août	526	544	535	492
Septembre	553	573	572	528
Octobre	588	619	597	646
Novembre	591	630	601	664
Décembre	587	627	599	670
Prix de base annuel 2012	516	534	526	529
Évolution 2012/2011	-0,3%	0,0%	-0,5%	-0,2%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

■ PRIX MOYENS MENSUELS RÉGIONAUX DU LAIT DE CHÈVRE EN 2012 (en euro/1000 litres)

Prix moyen 2012	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST
Janvier	x↔	x ¹ x	x x x	1 x ²
Février	x↔	x ¹ ↔	x↔	1 ↓ -
Mars	- ¹ ↓	- ³	- ² ↓	x↔
Avril	- ¹ ³	-x ↔	- ↔	- ↔
Mai	- ¹ ↔	- ³ ↔	- ↔	- ↓ ¹
Juin	- ↓ ²	- ↔	- ↔	² -
Juillet	- ↔	- ¹ ³	- ¹ ↔	² ↔
Août	- ↔	- ² ↓	- ↔	- ↔
Septembre	x↔	x ↓	x ↔	x ↓ -
Octobre	x x x	1 ↔	x ² 1	1 ↔
Novembre	1 ↓ ↓	1 - ²	1 ↔	1
Décembre	x ³	1 x	1 ↔	1 ² ↔
Prix moyen annuel 2012	580	618	591	603
Évolution 2012/2011	-0,6%	0,4%	-0,6%	0,1%
%/collecte de l'échantillon	68%	12%	13%	7%

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Les dossiers Économie de l'Élevage

résumé les principales études conduites par le GEB
(Département Économie de l'Institut de l'Élevage)
en collaboration avec les services de la CNE
Ils sont consultables sur le site : <http://www.idele.fr>

Liste des derniers Dossiers Économie de l'Élevage

- 2012 : L'année économique laitière. Perspectives 2013. n° 432 - février 2013
- 2012 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2013. n° 431 - janvier 2013
- Le marché mondial de la viande bovine en 2012. L'appétit de bœuf se creuse en Asie... comblé par l'Inde qui talonne le Brésil. n° 430 - Décembre 2012
- La filière veau de boucherie. Un potentiel à maintenir. n° 429 - Novembre 2012
- Les modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité n° 428 - Octobre 2012
- La production de viande bovine au Brésil. Le zébu est-il toujours conquérant ? n°427 - Septembre 2012
- Les Allemagnes laitières. Voies divergentes et avenir contrastés. n°426 - Juillet-Août 2012
- La filière viande au Canada. Toujours très dépendante des USA.. n°425 - Juin 2012
- 2011 : L'année économique ovine. Perspectives 2012. n°424 - Mai 2012
- 2011 : L'année économique laitière. Perspectives 2012. n°423 - Avril 2012
- 2011 : L'année économique caprine. n°422 - Mars 2012
- Marchés mondiaux des produits laitiers en 2011. Anticyclone prolongé.n°421 - Février 2012
- 2011 : L'année économique viande bovine. Perspectives 2012. n° 420 - janvier 2012
- Le marché mondial de la viande bovine en 2011. L'Europe dans le sillage des hauts prix mondiaux. N°419 - décembre 2011
- Le lait après 2015. Comment les transformateurs comptent gérer l'offre. n° 418 - novembre 2011
- Où va le bœuf ? Quel produit pour quel marché ? n° 417 - octobre 2011
- L'élevage bovin allaitant français à l'horizon 2015 et perspectives 2035. Forces et faiblesses

**Ces documents sont disponibles au prix de 10 € le téléchargement,
sur le site <http://www.idele.fr>**

Rédaction : Département Économie (GEB)

Le GEB (Groupe Économie du Bétail), Département Économie de l'Institut de l'Élevage, bénéficie du financement du Ministère de l'Agriculture et sur contrats, du Fonds de l'Élevage, de l'Interprofession lait et viande, et de FranceAgriMer

> Équipe de rédaction : G. Barbin - N. Bossis - S. Bouyssi re - M. Carlier - F. Champion - JM. Chaumet - P. Chotteau - B. Lelyon - C. Monniot - C. Perrot - M. Richard - G. You

> Mise en page : L. Assmann > Email : leila.assmann@idele.fr > Directeur de la publication : M. Marguet

Document publié en collaboration avec les services de la Confédération Nationale de l'élevage par l'Institut de l'élevage

> 149, rue de Bercy - 75595 PARIS CEDEX 12 > Tél. : 01 40 04 52 62 > <http://www.idele.fr>

> CCP 3811-79 Paris > Imprimé   Imprimerie de la Centrale Lens > N  ISSN 1273-8638 > N  IE 001360013

> Abonnement : 160   TTC par an : A. Cano > Email : technipel@idele.fr > Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 à le téléchargement sur <http://www.idele.fr>